JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois	
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion
Togo, France et autre pays d'expression Française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs

Prix du Numéro par porteur ou par Poste

Togo, France et autres Pays d'expression Française 100 frs
Etranger : Port en sus

ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B. P. 891 — Tél. : 21-37-18 — Lomé

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

La ligne 80 frs

Minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix

Minimum 250 frs

DIRECTION REDACTION ET ADMINISTRATION

CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1985

5 avr. — Décision n° 290/MEF/MCT/CFT portant autorisation de paiement d'une somme au profit de M ^e Bébi Olympio	242
5 avr. — Décision n° 293/MEF/DCO portant autorisation de déblocage de crédit au ministre de l'aménagement rural	244
5 avr. — Décision n° 294/MEF/DCO portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la présidence de la République	243
5 avr. — Décision n° 295/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de la caisse nationale de sécurité sociale	243
5 avr. — Décision n° 296/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit du groupement togolais d'assurances (G.T.A.)	243
5 avr. — Décision n° 298/MEF/FCS portant autorisation de paiement d'une somme au profit de Tazzou Kokou	243

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

1985

8 avr. — Arrêté n° 10/MCT/DCIPC/DFHP portant homologation des prix des boissons fabriquées par la société togolaise des boissons (S.T.B.)	244
---	-----

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés portant intégration, admissions dans divers corps de la fonction publique, nominations, détachement, changement de corps, révoications, constatation d'absences irrégulières, rappels à l'activité, admission à la retraite, arrêté rapportant un précédent arrêté portant nomination et rectificatifs à de précédents arrêtés portant admission à la retraite, rappel à l'activité et fin d'un détachement ...	244
---	-----

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA CONDITION FEMININE

Arrêté portant nomination	252
---------------------------------	-----

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté portant nomination	252
---------------------------------	-----

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Arrêté portant nomination	252
---------------------------------	-----

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Arrêté portant nomination	253
---------------------------------	-----

DIVERS

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés portant ouvertures de concours	253
--	-----

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
DES AFFAIRES SOCIALES ET DE
LA CONDITION FÉMININE

Acte portant autorisation de reprise d'activités 256

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

1985

19 mars — Arrêté n° 155/MEF/CR portant concession de pension aux ayants-cause de M. Abidji Ekim	256
19 mars — Arrêté n° 157/MEF/CR portant concession de pension aux ayants-cause de M. Tchagnao Sourou ex Arouna Mama	256
19 mars — Arrêté n° 158/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Afanvi Kablais Koasi	257
19 mars — Arrêté n° 161/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Yovo Agbevidé Amavi	257
19 mars — Arrêté n° 163/MEF/CR portant concession de pension aux ayants-cause de M. Takounadi A. Sama	257
19 mars — Arrêté n° 164/MEF/CR portant concession de pension à l'ayant-cause de M. Kekpedou Bléoussi	257
19 mars — Arrêté n° 166/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tchonda Binade	257
19 mars — Arrêté n° 167/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Agayi Koriko	258
26 mars — Arrêté n° 169/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Anani Akakpo	258
26 mars — Arrêté n° 170/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Sittie Ayi	258
27 mars — Arrêté n° 171/MEF/CR portant concession de pension aux ayants-cause de M. Apati-Bassah A. Komi	258
27 mars — Arrêté n° 172/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Davi Hose Dédé épouse Martelot	258
27 mars — Arrêté n° 173/MEF/CR portant concession de pension aux ayants-cause de M. Palanga Abalo (Grégoire)	259
27 mars — Arrêté n° 174/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Agouda Agba Daré	259
27 mars — Arrêté n° 175/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Comlan Avegnon Solomé Egou	259
27 mars — Arrêté n° 176/MEF/CR portant concession de pension aux ayants-cause de M. Kpadenou A. Vignon	259
27 mars — Arrêté n° 177/MEF/CR portant concession de pension à l'ayant-cause de M. Kpakpo (Gabriel)	260
27 mars — Arrêté n° 177bis/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Avegan Koffi Mawuena	260
27 mars — Arrêté n° 178/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Chilloh Adovi	260
27 mars — Arrêté n° 179/MEF/CR portant concession de pension aux ayants-cause de M. Mama Dézé Touré	260
28 mars — Arrêté n° 180/MEF/CR portant concession de pension aux ayants-cause de feu Gnaga Djaléma Katatalé (ex-Thomas)	261
28 mars — Arrêté n° 183/MEF/CR portant concession de pension aux ayants-cause de M. Apaloo A. Kodjo Mihaé	261
28 mars — Arrêté n° 184/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Nathaniels Kotso	261
1 avr. — Arrêté n° 185/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amegnan Houndjo Gamaplékou	262
1 avr. — Arrêté n° 186/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Alassani Dermanc	262
1 avr. — Arrêté n° 187/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Edah Komla Sénou	262
5 avr. — Arrêté n° 190/MEF/CR portant concession de pension aux ayants-cause de M. Tchelim Kpangbanou Tangouaki Lozo	263

5 avr. — Arrêté n° 191/MEF/CR portant concession de pension à l'ayant-cause de M. Johnson Anani	263
5 avr. — Arrêté n° 192/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Wozufia Elom Komla Dodzi	263
5 avr. — Arrêté n° 193/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Adjevi Kossi	263
5 avr. — Arrêté n° 194/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Mensah (Léopold)	263
5 avr. — Arrêté n° 195/MEF/CR portant concession de pension à l'ayant-cause de M. Akakpo Ekoué (Théophile)	264
5 avr. — Arrêté n° 196/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Pana Ombri	264
5 avr. — Arrêté n° 197/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gbédévi Logossa	264
5 avr. — Arrêté n° 198/MEF/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Arouna Mama	265
Arrêté n° 152/MEF/CR du 7 mars 1984 portant concession de pension aux ayants-cause de M. Nerra, Kouagou N'Da (rectificatif)	265
Arrêté n° 685/MEF/CR du 5 décembre 1984 portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Badjonga Koudoliga (rectificatif)	265

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêtés portant admissions définitives 266

PARITE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

BTCI Lomé (bilan au 30 septembre 1984)	277
Avis nécrologiques	277
Avis de perte de titre foncier et de certificat d'inscription	278

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DÉCRETS, ARRÊTÉS ET DÉCISIONS

ARRÊTÉS ET DÉCISIONS

MINISTÈRE DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE

Autorisations de paiement

Décision n° 290/MFE/MCT/CFT du 5/4/85 — Est autorisé le paiement à Maître Bébi Olympio, avocat-conseil (B.P. n° 357 Lomé-Togo) la somme de 1.840.600 francs/CFA (un million huit cent quarante mille six cents francs/CFA).

— Cette somme représente le montant du coût de justice et condamnation des C.F.T. par le tribunal de 1^{re} instance de Lomé dans le jugement de l'affaire d'accident ferroviaire (déraillement du train 221 du 17/8/82 au P.K. 57,700 ligne

de Kpalimé où Mlle Tossoukpè, membre de la famille requérante avait trouvé la mort.

— La dépense est imputable au budget annexe des chemins de fer du Togo, chapitre 7, article 5, (gestion 1985).

Décision n° 294/MEF/DCO du 5/4/85 — Est autorisé le paiement de la somme de : vingt quatre millions sept cent soixante dix huit mille deux cent soixante, quatorze (24.778.274) francs représentant le montant de diverses fac-

tures de la gestion 1983 pour le compte de la présidence de la République.

— Cette somme sera mandatée au nom de divers créanciers et virée respectivement dans leurs comptes bancaires (voir liste jointe).

— La dépense est imputable au budget général gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07—00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

RELEVÉ DES FACTURES IMPAYÉES DE L'ANNÉE 1983 DE LA PRÉSIDENTE

N°	NOMS DES FOURNISSEURS	Montant à virer	N° DE COMPTE
1	Air Afrique Lomé	4.600	UTB N° 60002 Lomé
2	Electro-Hall Lomé	197.166	BTCI N° 50825/52 Lomé
3	Togariston Lomé	93.626	UTB N° 70639 Lomé
4	Trésor (Service des Douanes) Lomé	332.697	Trésor
5	Sonacom Lomé	199.200	BIAO N° 36011169 R
6	S.E.E.E. Lomé	2.415.150	BTCI N° 1905 Lomé
7	D.T.G. Lomé	929.551	BTCI N° CC988-86 Lomé
8	M. Kombiagou Boulodjoa Lomé	13.278	Bon de Caisse Lomé
9	Brasserie du Bénin Lomé	71.875	BTCI N° 00106840 Lomé
10	M. Kouekou Koffi, Fleuriste Lomé	972.500	BTD N° 402405814 Lomé
11	Sicom Lomé	2.193.221	UTB N° 3170121077 Lomé
12	Editogo Lomé	6.318.925	UTB N° 60142 Lomé
13	Hôtel de la Paix Lomé	2.485.785	UTB N° 60507 Lomé
14	Hôtel Sarakawa Lomé	4.240.150	UTB N° 32600525-10 Lomé
15	Hôtel Kara Kara	1.630.875	UTB N° 60395 Lomé
16	Hôtel du 2 février Lomé	1.018.200	BTCI N° 50868-20 Lomé
17	Hôtel le Lac à Agbodrafo	679.075	UTB N° 3160042694-A Lomé
18	Hôtel de Naboulgou à Naboulgou	546.400	UTB N° 6005 Kara
19	Grand Hôtel du 30 août à Kpalimé	312.575	UTB N° 4370004602 Kpalimé
20	Nouvel Hôtel Central à Sokodé	100.425	UTB N° 804570000275 Sokodé
21	Roc Hôtel à Atakpamé	23.000	UTB N° 7013 Atakpamé
	Total.... :	24.778.274	

Arrêté le Présent Relevé à la somme Totale de : vingt quatre millions sept cent soixante dix huit mille deux cent soixante quatorze (24.778.274) francs CFA.

Lomé, le 5 mars 1985

Le chef de la D.C.O.

A. K. Akpabie

Décision n° 295/MEF/FCS du 5/4/85 — Est autorisé le paiement de la somme de : un milliard cent millions huit cent quatre vingt onze mille (1.100.891.000) francs CFA, représentant le versement patronal à la caisse nationale de sécurité sociale au titre de l'année 1985.

— Cette somme sera mandatée par tranches trimestrielles de deux cent soixante quinze millions deux cent vingt deux mille sept cent cinquante (275.222.750) francs CFA, et virée au compte n° CC 177 ouvert au trésor public à Lomé.

— La dépense est imputable au budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 81—00—00—99, et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 296/MEF/FCS du 5/4/85 — Est autorisé le paiement au profit du gouvernement togolais d'assurance (G.T.A.), de la somme de : deux millions sept cent cinq mille (2.705.000) francs CFA, représentant le montant de la prime de renouvellement de la police d'assurance individuelle-accidents « Groupe » n° 7650 garantissant les chauffeurs de l'Etat pour la période d'un an allant du 1^{er} janvier 1985 au 31 décembre 1985 inclus.

— Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 001761-95 à la B.T.C.I. Lomé au nom du G.T.A.

— La dépense est imputable au budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 62, article 07, paragraphe 99 et fera l'objet d'une procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Décision n° 298/MEF/FCS du 5/4/85 — Est autorisé le paiement de la somme de : un million soixante quinze mille (1.075.000) francs CFA, représentant le crédit mis à la disposition du haut commissaire au tourisme pour permettre au Togo de participer au programme communautaire de promotion touristique et commerciale retenu pour l'année 1985 à Milan du 13 au 25 avril 1985.

— Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse au nom de M. Tazzou Kokou, régisseur — comptable de l'office national du tourisme qui est tenu de fournir dans le délai réglementaire de 30 jours à l'ordonnateur-délégué du budget général du Togo les pièces justificatives afférentes aux dépenses effectuées.

— La dépense est imputable au budget général, gestion 1985, section 05-92-00-00-65 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

Débloccage de crédit

Décision n° 293/MEF/DCO du 5/4/85 — Il est mis à la disposition de M. le ministre de l'aménagement rural un crédit de : six cent vingt cinq mille (625.000) francs pour l'achat de carburant et du lubrifiant nécessaires à sa tournée.

— La dépense est imputable sur le budget général, gestion 1985, section 07, chapitre 61, article 00-00, paragraphe 99 et fera l'objet de procédure simplifiée au niveau de l'engagement.

MINISTERE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS

Arrêté n° 10/MCT/DCIPC/DFHP du 8 avril 1985 portant homologation des prix des boissons fabriquées par la société togolaise des boissons (S.T.B.)

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS.

Vu la constitution spécialement ses articles 17, 20 et 21 ;

Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution ;

Vu le décret n° 80-184/PR/MCT du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports.

ARRETE

Article premier — Les prix de vente des boissons de la société togolaise des boissons (S.T.B.) sont homologués comme suit :

DESIGNATION	Prix de vente gros	Prix de vente détail non glacé	Prix de vente détail glacé
Bouteilles de 0,30 cl de spark	50 F	55 F	60 F
Bouteilles de 0,30 cl de Coca Cola, fanta et sprite	60 F	65 F	70 F
Bouteilles 0,66 cl de Youki, mandarine et de Youki citron	85 F	95 F	100 F
Bouteilles de 0,66 cl de Pom-Pom	85 F	95 F	100 F

Art. 2 — Les prix homologués s'entendent « prix uniques » applicables le jour comme la nuit sur toute l'étendue du territoire national à compter de la date de signature du présent arrêté.

Art. 3 — L'inobservation des dispositions du présent arrêté est passible des peines prévues par l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967.

Art. 4 — Les fonctionnaires de l'Etat désignés à l'article 17 de l'ordonnance sus-visée sont chargés de l'application du présent arrêté.

Art. 5 — Le présent arrêté qui abroge toutes les dispositions antérieures relatives aux prix de vente des produits de la STB, notamment celles de l'arrêté n° 05/MCT/DCIPC/DFHP du 3 mars 1983, sera enregistré et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 avr. 1985

Pali Yao Tchalla

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Intégration

Arrêté n° 592/MTFP du 18/3/85 — M. Hillah Ayité Dzifa, n°mle 027954-C, professeur-adjoint d'éducation physique et sportive de 3^e classe 3^e échelon (catégorie A2-indice 1300), du cadre des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de l'attestation de réussite au certificat d'aptitude aux fonctions de professeur d'éducation physique et sportive (CAPEPS), session de juin 1984, est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité de professeur d'éducation physique et sportive de 3^e classe 2^e échelon (catégorie A1-indice 1450) à compter du 1^{er} juillet 1984 et conserve son affectation actuelle (section 37, chapitre 21, du budget général).

Admissions

Arrêté n° 593/MTFP du 18/3/85 — Monsieur Polo Kissi, titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (cycle I — option : impôts) et admis au concours de recrutement des fonctionnaires dans la fonction publique, est nommé dans le cadre des fonctionnaires des contributions directes en qualité de contrôleur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances (section 07, chapitre 24 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} février 1985.

Arrêté n° 594/MTFP du 18/3/85 — M. Bassah Sényo Komi, titulaire du brevet d'études du premier cycle du second degré (BEPC), du diplôme de l'école nationale d'administration (cycle I - option : finances et trésor) et admis au concours de recrutement des fonctionnaires dans la fonction publique, est nommé dans le cadre des fonctionnaires du trésor en qualité de contrôleur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire

(catégorie B - indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances (section 07, chapitre 24 du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} février 1985.

Arrêté n° 595/MTFP du 18/3/85 — Les candidats ci-après désignés, admis au concours de recrutement des fonctionnaires dans la fonction publique, sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances (section 07, chapitre 24 du budget général) :

*Attaché d'administration de 2^e classe
1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2 indice 1100)*

Diapena Yao Ignéza, baccalauréat de l'enseignement du second degré + diplôme de l'école nationale d'administration - section économique et financière d'Alger (RADP) ;

*Secrétaire d'administration de 2^e classe
2^e échelon stagiaire (catégorie B — indice 850)*

— Amemasso Kodjovi Djignefa, baccalauréat de l'enseignement du second degré + diplôme de licence ès-sciences économiques - option : gestion -

— Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} février 1985.

Arrêté n° 596/MTFP du 18/3/85 — Les candidats ci-après désignés, admis, au concours de recrutement des fonctionnaires dans la fonction publique, sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre des fonctionnaires des contributions directes et mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances (section 07, chapitre 26, du budget général) :

*Inspecteur de 2^e classe 1^{er} échelon
- stagiaire (catégorie A1 — indice 1300)*

— NAMTCHOUGLI Léni, diplôme de maîtrise ès-sciences économiques + diplôme de l'école nationale d'administration (ENA) cycle III option : impôts ;

*Inspecteur de 2^e classe 1^{er} échelon
stagiaire (catégorie A2 — indice 1100)*

— Ahiakpor Koffi Delalom, baccalauréat de l'enseignement du second degré + diplôme de l'école nationale d'administration (ENA) cycle II option : impôts ;

*Contrôleur de 2^e classe 1^{er} échelon
stagiaire (catégorie B — indice 750)*

— Azoti Kodjo Tawi, brevet d'étude du premier cycle du second degré (BEPC) + diplôme de l'école nationale d'administration (ENA) cycle I - option : impôts.

— Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} février 1985.

Arrêté n° 597/MTFP du 18/3/85 — Les candidats ci-après désignés, admis au concours de recrutement des fonctionnaires dans la fonction publique, sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances (section 07, chapitre 21, du budget général) :

*Secrétaire d'administration de 2^e classe
2^e échelon stagiaire (catégorie B — indice 850)*

— Denyo Komi Mawulikplimi, diplôme de licence ès-sciences économiques (option : gestion) ;

*Secrétaire d'administration de 2^e classe
1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750)*

Bedinade Biréani Essohana, baccalauréat de l'enseignement du second degré + diplôme d'études universitaires (DEUG) option : économie générale.

Arrêté n° 598/MTFP du 18/3/85 — Les candidats ci-après désignés, admis au concours de recrutement des fonctionnaires dans la fonction publique, sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre des fonctionnaires des douanes et mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances (section 07, chapitre 25, du budget général).

*Inspecteurs de 2^e classe 1^{er} échelon
stagiaires (cat. A2 — indice 1100)*

— Egbeleou Ouro-Akpo, baccalauréat de l'enseignement du second degré + diplôme de l'école nationale d'administration (cycle II option-douanes).

— Aquiteme Tchaa Bignossi, baccalauréat de l'enseignement du second degré + diplôme de l'école nationale d'administration (cycle II option : douanes).

*Contrôleurs de 2^e classe 1^{er} échelon
stagiaires (catégorie B — indice 750)*

— Lotri Koffi Kouami, diplôme de l'école nationale d'administration (cycle I option : douanes).

— Adja-Koadade Agbemo Kwassi, brevet d'études du premier cycle + diplôme de l'école nationale d'administration (cycle I option-douanes).

— Dogbe Dosseh Kokou Agbegnon, diplôme de l'école nationale d'administration (cycle I option-douanes).

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} février 1985.

Arrêté n° 599/MTFP du 18/3/85 — Les candidats ci-après désignés, admis au concours de recrutement des fonctionnaires dans la fonction publique, sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances (section 07 chapitre 11 du budget général).

*Administrateur civil 2^e échelon
stagiaire (catégorie A1 — indice 1450)*

— Gnandi Kossi, licence en droit + maîtrise en droit + diplôme d'études approfondies (DEA) : droit public + Doctorat de III^e cycle : droit public.

*Administrateur civil 1^{er} échelon
stagiaire (catégorie A1 — indice 1300)*

— Sededji Kodjo Agbeko, baccalauréat de l'enseignement du second degré (série D) + licence es-sciences économiques (option-gestion) + maîtrise en sciences économiques (option-gestion) + diplôme de l'école nationale d'administration (cycle III) option : administration et gestion des entreprises.

*Secrétaire d'administration de 2^e classe
1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750)*

Kpeli Mensah Koffi, baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (série G3).

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} février 1985.

Arrêté n° 608/MTFP du 22/3/85 — M. Adokou Folly, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (série G2) et admis au concours de recrutement des fonctionnaires dans la fonction publique, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances (section 07, chapitre 27 du budget général).

— Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} février 1985.

Arrêté n° 609/MTFP du 22/3/85 — M. Agbadji Tata Kouami, n°mle 008625-B, mécanicien permanent de 5^e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude maritime au commerce : mention moteur, et du certificat de capacité dit « permis de conduire des moteurs marins de 350 chevaux » obtenus au centre régional de l'enseignement et de l'apprentissage maritimes (CREAM) à Abidjan (Côte-d'Ivoire) et qui sont admis en équivalence du certificat de fin d'apprentissage (CFA) plus un an de formation, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'infirmier d'élevage de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) à compter du 1^{er} juillet 1979 et reste mis à la disposition du ministre du développement rural (section 21, chapitre 23, du budget général).

— L'intéressé dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation conserve, à titre personnel, le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 612/MTFP du 26/3/85 — Il est mis fin à compter du 28 août 1984 au contrat de travail en date du 18 mars 1981 consenti à Mme d'Almeida Marie-Hélène Jacqueline, née Rony dit Picar, professeur au Lycée de Zébévi Aného.

— Mme Rony dit Picar Marie-Hélène Jacqueline, épouse d'Almeida, précédemment professeur contractuel au salaire mensuel de cent trente deux mille quatre vingt onze (132.091) francs, titulaire de la maîtrise de lettres modernes et du diplôme d'études approfondies littéraires et comparées de l'université des langues et lettres de Grenoble (France), est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 4^e échelon (catégorie A1 indice 1750) et reste mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 29, chapitre 21, du budget général).

— Le présent arrêté prend effet à compter du 28 août 1984.

Arrêté n° 614/MTFP du 26/3/85 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Denyigba Foli Amewu, l'arrêté n° 430/MTFP du 13 mars 1980, portant nomination.

— M. Denyigba Foli Amewu, n°mle 027871-R, admis au certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (CEAP), série examen, session des 25 et 26 août 1977 (enseignement évangélique), est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 4 février 1980 et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 20, du budget général).

— Une bonification d'ancienneté de 1 an 4 mois lui est accordée pour ses services antérieurs accomplis dans l'enseignement protestant du 1^{er} janvier 1978 au 1^{er} janvier 1980 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

— La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit : 04-02-1980 instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon + 1 an 4 mois de bonification 04-10-1980 instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon (bonification épuisée).

— Le présent arrêté prend effet au point de vue de la solde à compter du 23 janvier 1985.

Arrêté n° 615/MTFP du 26/3/85 — M. Simtagna Paziwèdom, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du troisième degré (série G2) et admis au concours de recrutement des fonctionnaires dans la fonction publique, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances (section 07, chapitre 29 du budget général).

— Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} février 1985.

Arrêté n° 616/MTFP du 26/3/85 — Il est mis fin, à compter du 29 mai 1984, au contrat de travail en date du 15 décembre 1980 consenti à Mme Dzah Flavia née Micelli, professeur au collège protestant de Lomé.

— Mme Micelli Flavia, épouse Dzah, précédemment professeur contractuel au salaire mensuel de cent quarante trois mille quatre cent treize (143.413) francs, titulaire de la maîtrise en lettres de l'université de Trieste (République Italienne), est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A1-indice 1900) et reste mise à la disposition du ministre de l'enseignement du troisième, quatrième degré et de la recherche scientifique (section 29, chapitre 21 du budget général).

— Le présent arrêté prend effet à compter du 29 mai 1984.

Arrêté n° 617/MTFP du 26/3/85 — M. Yao Koku Akaponu, n°mle 018048-A, moniteur permanent de 3^e catégorie échelle D, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session des 20 et 21 octobre 1982, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D-indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

— Une bonification d'ancienneté de quatre ans deux mois douze jours (4a 2m 12j) est accordée à M. Yao pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 13 septembre 1976 au 31 décembre 1982 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

— La situation administrative de l'intéressé est reprise comme suit :

1. 1.83 : moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 4a 2m 12j de bonification
1. 1.83 : moniteur de 3^e classe 2^e échelon + 2a 2m 12j de bonification
1. 1.83 : moniteur de 3^e classe 3^e échelon + 2m 12j de bonification
- 19.10.84 : moniteur de 3^e classe 4^e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 618/MTFP du 26/3/85 — Mme Nadjombe Oualème, épouse N'Bohn, n°mle 019077-F, monitrice permanente de 5^e catégorie échelle C, admise au certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session des 21 et 22 octobre 1979, est nommée dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D-indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1980 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

— Une bonification d'ancienneté de 2 ans 7 jours est accordée à Mme Nadjombe Oualème épouse N'Bohn pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 20 décembre 1976 au 31 décembre 1979 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

— La situation administrative de l'intéressée est reprise comme suit :

1. 1.80 : monitrice de 3^e classe 1^{er} échelon + 2a 7j de bonification
1. 1.80 : monitrice de 3^e classe 2^e échelon + 7j de bonification
- 24.12.81 : monitrice de 3^e classe 3^e échelon (bonification épuisée).

— Mme Nadjombe Oualème épouse N'Bohn dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative conserve à titre personnel, le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, elle atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 619/MTFP du 26/3/85 — M. Kodjo Kossi, n°mle 027029-X, moniteur permanent de 2^e catégorie échelle A, admis au certificat d'aptitude au monitorat (CAM) session des 20 et 21 octobre 1982, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D-indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27 chapitre 20 du budget général).

— Une bonification d'ancienneté de 2 ans 2 mois 9 jours est accordée à l'intéressé pour ses services antérieurs accomplis en qualité d'agent non fonctionnaire du 17 septembre 1979 au 31 décembre 1982 inclus en application des dispositions de l'article 31 (nouveau) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

— La situation administrative de M. Kodjo Kossi est reprise comme suit :

1. 1.83 : moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 2a 2m 9j de bonification
1. 1.83 : moniteur de 3^e classe 2^e échelon + 2 mois 9j de bonification
- 22.10.84 : moniteur de 3^e classe 3^e échelon (bonification épuisée).

Arrêté n° 620/MTFP du 26/3/85 — M. Aguiassou Goudjinou, n°mle 022364-M, employé de bureau permanent de 5^e catégorie échelle D, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) employé de bureau et qui a réuni cinq ans d'ancienneté dans l'administration, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C-indice 550) à compter du 17 février 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27, chapitre 20 du budget général).

— L'intéressé dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation administrative, conserve à titre personnel le bénéfice de cette rémunération jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 621/MTFP du 26/3/85 — M. Boetsu Yawo Agbewonu, n°mle 022930-L, moniteur permanent de 2^e catégorie échelle C, admis au certificat d'aptitude au monitorat session des 20 et 21 octobre 1982, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D-indice 270) à compter du 1^{er} janvier 1983 et conserve son affectation actuelle (section 27 chapitre 20 du budget général).

— L'intéressé dont la rémunération est supérieure au traitement correspondant à sa nouvelle situation, conserve à titre personnel le bénéfice de son salaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, il atteigne des émoluments égaux ou supérieurs.

Arrêté n° 622/MTFP du 26/3/85 — M. Cadassou Novignon Kokou, n°mle 009439-R, inspecteur du trésor de 1^{er} classe 1^{er} échelon (catégorie A2-indice 1500), titulaire du diplôme de l'école nationale d'administration (ENA) cycle III promotion 1982-1984 (option finances et trésor), est intégré dans la catégorie hiérarchique supérieure en qualité d'inspecteur central du trésor de 2^e classe 3^e échelon (catégorie A1-indice 1600) à compter du 6 septembre 1984 et conserve son affectation actuelle (section 05, chapitre 21) du budget général.

Arrêté n° 659/MTFP du 27/3/85 — M. Edoth Sènou-Madjévi, titulaire du diplôme de licence en droit, option : carrières administratives, et admis au concours direct de recrutement des fonctionnaires dans la fonction publique, est nommé dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie B-indice 850) et mis à la disposition du ministre du travail et de la fonction publique (section 19 chapitre 20) du budget général.

— Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} février 1985.

Arrêté n° 660/MTFP du 27/3/85 — Les candidats ci-après désignés, admis au concours direct de recrutement des fonctionnaires dans la fonction publique, sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale et mis à la disposition du ministre du travail et de la fonction publique (section 19, chapitre 22 du budget général):

*Administrateur civil 1^{er} échelon
stagiaire (catégorie A1-indice 1300)*

— Afande Afiwa (BEPC + BAC A5 + licence en droit + maîtrise en droit, option : droit des affaires + diplôme ENA cycle III, option : administration scolaire et universitaire.

*Attachés d'administration de 2^e classe
1^{er} échelon stagiaires (catégorie A2-indice 1100)*

— Brangama Sankamy (attestation du diplôme d'analyste-programmeur);

— Dosseh-Anyron Kokouvi Efoé Homéfa (diplôme de maîtrise en droit option : carrières judiciaires);

— Sibabi Boutchou (BAC D + diplôme d'ingénieur informaticien : option : économie).

— Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} février 1985.

Arrêté n° 662/MTFP du 28/3/85 — Les candidats ci-après désignés, sont nommés dans le cadre des fonctionnaires de la police en qualité de gardiens de la paix 1^{er} échelon stagiaires (catégorie D-indice 270) à compter du 1^{er} mai 1984 et mis à la disposition du ministre de l'intérieur (section 15, chapitre 22, du budget général).

Abamy Ogouladja Ayawou
Abiou Samah Mangamana
Adom Komlavi
Afanlete Kossi
Affo Ougniwi
Agbeko Komlan Gninè
Agbemezian Mensah Ayawovi
Agbetra Kouratar Atsou
Agouda Katcho Tchaa
Ahouloumi Kossi
Akakpo Kodjo
Akate Dakilinawoè
Akouliki Essoyèda
Akor Nyalessi Zatey
Akpani Haratoko Yao
Akué Aduayi Démagna
Amédékouva Kossi Amégblenké
Aouissi Béyékani
Arom Komi Anahezime
Attali Komi Afanou
Attarouwa Ouka-N'Dapèhou
Attiogbe Djossouvi Agbélenko
Awissi Balékissim
Ayéva Sakibou
Ayoki Awesso Padkati
Koffi Atsou
Kozon Kokou Essodina
Lary Ouphambilé
Lemou Bèmèlé
Limazie Tchao
Madouele Payamssiyou
Mataka Abélé Anabadédé
Mawugbe Mawugnigan Yaovi
Mawuvi Kodjo Séewodo
M'Belou Koffi Yowé
Mewezino Komlan Batali
Minza Bahomandom
Naleon Adjaré
Napo Gbati
N'Dancky Tchapo
Oudou Djériwo Yérima
Ognami Koffi
Ouro-Boutchou Tagba
Ouro-Kefia Dévèzi
Ouro-Nimini Abdel Aziz
Panla Tchamdja
Badabo Tchelim
Badjala Atcha Batré
Banla Essossimna
Bebessiki Abalo
Birregah Takona
Boukpepsi Egoulou
Dao Kézié Akilessou
Djoua Assimane
Edjamtoli Abalo
Edjeou Koffi Simféidjeou
Egueh Anani
Faouye Blabirè
Fobil Nikabou
Gakenou Edo Ayawovi

Galokpo Kodjo Covi
 Gbekou Yaovi Agbényégan
 Gnande Ouyin
 Gnassimbe Mazimando
 Goh Gagbono
 Guedou Atsou
 Hahomeney Komi
 Houala Komlan Noyouvèi
 Ibrahim Sanka
 Kadio Gbati
 Kaga Batabalgawen
 Karing Abalo
 Pitah Samah Tohoutèma
 Pitaman Easo Boyodouyé
 Sedjro Agbezouhlon Koffissè
 Solitoki Woéla
 Somali Dossah
 Sossavi Komlangan
 Tabi Haralimba Yéloh Assaham
 Tawi Mawiwè Palamwè
 Tchalim Assangou
 Tchalim Kodjo
 Tchalim Kpatcha Akatchao
 Tchalim Pakai
 Tchalla Talaki Kpatcha
 Tchamo-Kpona Tchambako
 Tchekpi Nawakibè
 Togbedzi Afoutou
 Toulassi Kossi
 Yoma Karatchi
 Adewi N'Dja
 Egbelou Kao
 Kpobie Comlan
 Lemou Akazibou
 Foli-Siosro Sodoga Messanh
 Tagba Kélélen
 Touza Konga
 Yom Abalo.

Arrêté n° 681/MTFP du 1/4/85 — M. Toussah Koffi, titulaire de la licence ès lettres option anglais, du certificat d'études supérieures de maîtrise C1 de linguistique anglaise, de l'attestation de succès à l'examen du cycle normal de psychopédagogie de l'université du Bénin et admis au concours de recrutement des fonctionnaires dans la fonction publique, est nommé dans le cadre des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique (section 27, chapitre 21, du budget général).

Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} février 1985.

Arrêté n° 682/MTFP du 1/4/85 — Les candidats ci-après désignés, admis au concours de recrutement des fonctionnaires dans la fonction publique, sont nommés dans les conditions suivantes dans le cadre des fonctionnaires du trésor et mis à la disposition du ministre de l'économie et des finances (section 07, chapitre 28, du budget général) :

*Inspecteur central de 3^e classe
 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1300)*

— Negbane Djia Kibanda, baccalauréat de l'enseignement du second degré (série B) + diplôme de licence ès sciences économiques (option : gestion) + maîtrise en sciences économiques (option : gestion) + diplôme de l'école nationale d'administration (ENA) cycle III option : finances et trésor ;

*Contrôleurs de 2^e classe
 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B-indice 750)*

— Awizoba Kpatcha Mouzouibélabo, brevet d'études du premier cycle + diplôme de l'école nationale d'administration cycle I option : finances et trésor ;

— Kponvi Abla, brevet d'études du premier cycle (BEPC) + diplôme de l'école nationale d'administration (cycle I option : finances et trésor).

— Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} février 1985.

Détachement

Arrêté n° 545/MTFP du 8/3/85 — M. Komlan Adéchion Adékolé Koffi, n°mle 030441-B, ingénieur des travaux publics de 2^e classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en service à la direction de l'industrie et de l'artisanat à Lomé est placé dans la position de détachement pour servir auprès du centre régional africain de conception et de fabrication techniques à Ibadan (Nigéria).

— Durant la période du détachement, les émoluments de M. Komlan ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraite du Togo seront à la charge du centre régional africain de conception et de la fabrication techniques à Ibadan (Nigéria).

— L'intéressé subira sur son traitement indiciaire de base la retenue pour pension de 6 %.

— Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Changement de corps

Arrêté n° 605/MTFP du 20/3/85 — M. Geraldo Abdoulaye, n°mle 007717-P, instituteur de 2^e classe 4^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à la grande Chancellerie de l'Ordre du Mono à Lomé, est rayé des effectifs de ce corps et intégré dans celui des fonctionnaires du cadre interministériel de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2^e classe 4^e échelon.

— Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

Nomination

Arrêté n° 583/MTFP du 13/3/85 — M. Agbenyefia Yawo Dzodzi, n°mle 013252-N, contrôleur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B-indice 750) du cadre des fonctionnaires des contributions directes en services au cabinet du ministre du travail et de la fonction publique, est nommé chef de la section des examens et concours professionnels.

— Le présent arrêté prend effet à compter du 11 mars 1985.

Arrêté n° 603/MTFP du 20/3/85 — Les fonctionnaires ci-après désignés en service à la direction de la gestion informatique du personnel et de l'emploi sont nommés aux fonctions suivantes à ladite direction :

Chef de la division de l'enregistrement des données :

M. Foly Kuevi-Béku Abalo Messan, professeur de 3^e classe 4^e échelon (catégorie A1-indice 1750) n°mle 008546-U

Chef de la division du contrôle et des statistiques

M. Messan Ekoué, attaché d'administration de 2^e classe 4^e échelon (catégorie A2-indice 1400), n°mle 010755-D

— M. Lionnet Denis, ingénieur SINORG en service au CENETI, est provisoirement chargé de la division de l'exploitation à la direction de la gestion informatique du personnel et de l'emploi.

— Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 663/MTFP du 28/3/85 — Les fonctionnaires ci-dessous désignés, en service à la direction de la fonction publique sont nommés dans les conditions suivantes :

I. Chef de la division archives et documentation

— Gnagna-waka Okello, documentaliste de 2^e classe 2^e échelon en remplacement de M. Kiakoutassim.

II. Chefs section

1 - Chef section documentation

— Ragouena Sontoua, instituteur-adjoint.

2 - Chef section sanction et mises en positions

— M. Kiakoutassim Essohanam T., attaché d'administration scolaire de 2^e classe 3^e échelon.

— Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature.

Révocations

Arrêté n° 571/MTFP du 13/3/85 — M. Boko Edem, n°mle 011156-W, agent d'exploitation de 1^{re} classe 1^{er} échelon du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications dont l'absence irrégulière a été constatée suivant décision n° 221/MTFP du 28 février 1984 est révoqué de ses fonctions à compter de la même date pour faute grave de service, sans suspension de droits à pension.

Arrêté n° 572/MTFP du 13/3/85 — M. Masegbe Houessou n° mle 005761-K, préposé de 1^{re} classe 2^e échelon en service à Lomé RP. est révoqué de ses fonctions sans suspension de droits à pension pour abandon de poste à compter du 1^{er} août 1984.

Arrêté n° 573/MTFP du 13/3/85 — M. Gbolo Kossi Biova, agent spécialisé de 1^{re} classe 3^e échelon n°mle 005805-A du cadre des fonctionnaires des travaux, publics et des techniques industrielles en service à l'ASECNA est révoqué de ses fonctions sans suspension de droits à pension pour faute grave de service.

— Le présent arrêté prend effet à compter du 18 décembre 1984.

Arrêté n° 574/MTFP du 13/3/85 — M. Amouzou Atsou Kokou Mawulawoè, n°mle 022157-X, adjoint administratif de 2^e classe 3^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service au réseau des CFT (services généraux), est révoqué de ses fonctions sans suspension des droits à pension pour abandon de poste.

— Le présent arrêté prend effet à compter du 19 août 1984.

Absences irrégulières

Arrêté n° 549/MTFP du 8/3/85 - Est constatée à compter du 21 janvier 1985 l'absence irrégulière de Dando Azando, n° mle 020240-S, assistant d'hygiène de 2^e classe 3^e échelon du cadre du personnel médical et technique de la santé publique en service à la subdivision sanitaire de Sotouboua.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 550/MTFP du 8/3/85 - Est constatée pour la période du 4 au 27 août 1982 inclus, l'absence irrégulière de M. Akakpo Djadé Yaovie n° mle 000919-R, instituteur de 2^e classe 4^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école primaire publique de Gbodjomé (préfecture des Lacs).

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 551/MTFP du 8/3/85 — Est constatée à compter du 15 décembre 1984, l'absence irrégulière de M. Azonsou Kwasi Kuby, n° mle 016900-N, ingénieur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en service à GANDO (préfecture de l'OTI).

Pendant la durée de l'absence l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Arrêté n° 579/MTFP du 13/3/85 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 1388/MTFP du 3 décembre 1984 constatant absence irrégulière de M. Malazoue Aklesso Palakiyém, n° mle 021994-L, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service au collège d'enseignement technique de Kpalimé (Kloto).

Rappels à l'activité

Arrêté n° 543/MTFP du 8/3/85 — M. Akakpo Djadé Yaovie, n° mle 000919-R, instituteur de 2^e classe 4^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école primaire publique de Gbodjomé (préfecture des Lacs) dont l'absence irrégulière a été constatée suivant arrêté n° 550/MTFP du 8 mars 1985, est rappelé à l'activité à compter du 28 août 1982.

Arrêté n° 544/MTFP du 8/3/85 — M. Attiogbé Kinvi, n° mle 020579-V, attaché d'administration de 2^e classe 3^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale, placé dans la position de disponibilité sans traitement suivant arrêté n° 303/MTFP du 21 février 1984 est rappelé à l'activité et remis à la disposition du ministre de l'économie et des finances.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 546/MTFP du 8/3/85 — M. Akpabli Kokou, n° mle 003876-E, adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon du cadre interministériel des fonctionnaires de l'administration générale en service au CEG de Bassar-Est (préfecture de Bassar) dont l'absence irrégulière a été constatée par arrêté n° 1428/MTFP du 13 décembre 1984 est rappelé à l'activité à compter du 25 avril 1984 et remis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et de la recherche scientifique.

Arrêté n° 576/MTFP du 13/3/85 — M. Badji Kodzo Kompo, gardien de la paix 7^e échelon n° mle 007603-M en service à la direction de la sûreté nationale qui avait bénéficié d'une mise en disponibilité sans traitement suivant arrêté n° 619/MTFP du 18 avril 1984 est rappelé à l'activité à compter du 1^{er} février 1985 et remis à la disposition du ministre de l'intérieur à partir de la même date.

Arrêté n° 577/MTFP du 13/3/85 — Mlle Carta Elise, n° mle 012827-V, assistante sociale contractuelle en service à Niamtougou (préfecture de Doufelgou) qui avait bénéficié d'une cessation temporaire de fonctions suivant décision n° 556/MTFP du 20 juin 1984 est rappelée à l'activité à compter du 1^{er} août 1984 et remise à la disposition du ministre de la santé publique, des affaires sociales et de la condition féminine.

Retraite

Arrêté n° 547/MTFP du 8/3/85 - M. Geraldo Raimy, n° mle 000155-V, ingénieur-adjoint d'agriculture de C.E. du cadre des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, ayant atteint la limite d'âge est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} avril 1985.

Arrêté n° 578/MTFP du 13/3/85 - M. Toovi Komlavi Démanyala, n° mle 000619-M, instituteur principal 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement en service à l'école primaire publique N'Diaye à Lomé, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} avril 1985 en application des dispositions des articles 4 (nouveau) et 9 (nouveau) de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 683/MTFP du 2/4/85 - M. Kao Kao, n° mle 001421-X, officier de police adjoint principal 2^e échelon en fonction au commissariat central de Lomé qui a accompli trente ans de services effectifs est admis d'office à faire valoir ses droits à une pension de retraite à compter du 1^{er} avril 1985.

Arrêté rapporté

Arrêté n° 580/MTFP du 13/3/85 - Est et demeure rapporté l'arrêté n° 283/MTFP du 30 janvier 1985 portant nomination de Mlle Zinsou Adjoa Ahidémé dans la catégorie C en qualité d'aide comptable mécanographe.

RECTIFICATIFS

Rectificatif du 8/3/85 à l'arrêté n° 45/MTFP du 4 janvier 1985 portant admission à la retraite

Au lieu de :

Mme Dossou Abléwa Nausicaa, épouse Byll, n° mle 004995-D, préposée principale 2^e échelon du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en service à Lomé aéroport est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} juillet 1985 en application des dispositions des articles 95 (nouveau) et 16-II-1^{er} alinéa de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Lire :

Mme Dossou Abléwa Nausicaa, épouse Byll, n° mle 004995-D, préposée principale 2^e échelon du cadre des fonctionnaires des postes et télécommunications en service à Lomé-aéroport est admise sur sa demande à faire valoir ses

droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} juillet 1985 en application des dispositions des articles 6 (nouveau) 9 (nouveau) et 16-II- dernier alinéa de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Le reste sans changement.

Rectificatif du 8/3/85 à l'arrêté n° 1460/MTFP du 28 décembre 1984 portant rappel à l'activité

Au lieu de :

— Est constatée à compter du 26 novembre 1984, la reprise de service de M. Awouzoba K. Bawoubadi Mangliwè, n° mle 109926-G agent technique de santé de 2^e classe 1^{er} échelon en service à la subdivision sanitaire de Doufelgou, dont l'absence irrégulière avait été constatée suivant décision n° 397/MTFP du 7 mars 1983.

Lire :

— Est constatée à compter du 26 novembre 1984, la prise de service de M. Awouzoba K. Bawoubadi Mangliwè, n° mle 109926-G, agent technique de santé de 2^e classe 2^e échelon en service à la subdivision sanitaire de Doufelgou, dont l'absence irrégulière avait été constatée suivant décision n° 397/MTFP du 7 mars 1983.

Le reste sans changement.

Rectificatif du 20/3/85 à l'arrêté n° 532/MTFP du 4 mars 1985 mettant fin à un détachement

Au lieu de :

— Il est mis fin au détachement auprès de la société des ciments de l'Afrique de l'ouest (CIMAO) de Mme Kangai Bann'lah, épouse Ouro-Djôbo, n° mle 027017-T, institutrice de 2^e classe 1^{er} échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement précédemment en service au jardin d'enfants public de Tokoin hôpital à Lomé.

Lire :

— Il est mis fin au détachement auprès de la société des ciments de l'Afrique de l'ouest (CIMAO) de Mme Kangai Bann'lah, épouse Ouro-Djôbo, n° mle 027017-T, institutrice de 2^e classe 3^e échelon du cadre des fonctionnaires de l'enseignement précédemment en service au jardin d'enfants public de Tokoin hôpital à Lomé.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA CONDITION FEMININE

Nomination

Arrêté n° 5/MSPASCF du 14/3/85 — M. Doumashic Tétévi Séname, administrateur civil 3^e éch. n° mle 005988-E, précédemment à la direction générale des affaires sociales, est nommé délégué national pour le programme du cathwel en remplacement de Dogbeavou muté.

— Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Nomination

Arrêté n° 21/MEN-RS du 3/4/85 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne M. Agbangba D. A. Attih n° mle 000593-T, la décision n° 151/MEF/FA du 28 février 1984 portant nomination d'un régisseur de caisse d'avance.

— M. Ganda Sourma Bamagui n° mle 007231-R, comptable précédemment en service à la direction de l'enseignement du troisième degré Lomé est nommé économiste à l'école normale d'instituteurs (ENI) de Kara (préfecture de la Kozah).

— Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Nomination

Arrêté n° 4/METFP du 18/3/85 — Est constituée une commission chargée de l'étude de la réhabilitation du Lycée technique Eyadéma.

— Cette commission composée de :

a. ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle

MM. Seddoh Kokou, conseiller (président de la commission)
— Amédégnato V., directeur de l'enseignement technique et professionnel
— Chevalier, C.T.P. direction générale de la planification de l'éducation
— Balzano, expert O.I.T. (DETP)
— Bataba, proviseur du Lycée technique Eyadéma

b. ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique/ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle

MM. Nambou, directeur général de la direction générale de la planification de l'éducation
— Rambert-Hounou, directeur des projets éducation (D.G.P.E.)
— Koffi, D.C.S. (D.G.P.E.).

c. ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique

— M. Seddoh Komlavi, secrétaire général

d. ministère de l'équipement des mines, des postes et télécommunications

MM. Afanoukoue, direction des T.P.
— Ankou, direction des T.P.

e. ministère de l'économie et des finances

— Un représentant du ministre de l'économie et des finances

f. ministère du plan et de l'industrie

MM. Houngues

— Segbe

Cette commission est chargée d'étudier tous les problèmes de bâtiments et de matériel qui se posent au Lycée technique Eyadéma et de faire des propositions concrètes et chiffrées en vue de la réhabilitation de cet établissement.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de signature.

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT RURAL

Nomination

Arrêté : n° 7/MAR du 29/3/85 — M. Aram Samon, n° mle 010631-Z, employé de bureau de 2^e catégorie échelle D, précédemment chef du secrétariat au projet routes de desserte à la section de Kara, est affecté à la direction du service national des pistes rurales à Lomé, en qualité de chef du secrétariat.

— Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} avril 1985.

Divers

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Ouverture de concours

Arrêté : n° 610/MTFP-EC du 25/3/85 — Le concours d'entrée au cycle I de l'école nationale d'administration (promotion 1985-1988) sera ouvert les 23 et 24 juillet 1985 à Lomé et à Kara aux candidats des deux sexes, de nationalité togolaise.

— Ce concours comportera :

A/ — Epreuves écrites d'admissibilité

1°) - Une dissertation française sur un sujet d'ordre philosophique ou moral destinée à juger les capacités d'intelligence, de clarté et de composition des candidats (durée 3h. coef. 3),

2°) - un résumé de texte de cinq à dix pages dactylographiées en une page et demie maximum, destiné à apprécier leur qualité de synthèse (durée 2h. coef. 2);

3°) - une épreuve de culture générale comportant plusieurs questions limitées auxquelles les candidats doivent répondre brièvement et avec précision. Cette épreuve servira à apprécier les connaissances des candidats en matière d'actualité. Les questions peuvent porter sur les points suivants :

a) — les organisations internationales et leurs principales fonctions ;

b) - définitions élémentaires des mots couramment employés dans le vocabulaire politique et économique contemporain ;

c) - tout événement de politique internationale des dix dernières années (durée 1 h. coef. 1) ;

4°) - Une épreuve portant sur la géographie économique ou l'histoire politique du Togo (durée 1 h. coef. 1).

5°) - Une traduction en français d'un texte anglais (facultatif durée 1 h. coef. 1).

B/ — Epreuves orales

Histoire des regroupements économiques et politiques des pays africains sous forme de conversation avec les membres du jury.

Les épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 5/20 dans l'une quelconque des matières est éliminatoire.

La note de l'épreuve facultative n'intervient dans le total des points que dans la mesure où le candidat a obtenu la moyenne de 10/20 dans les matières obligatoires. Il n'est tenu compte que des points supérieurs à la moyenne de 10/20 et ce dans la limite maximale de 5 points.

— Pour être autorisés à concourir, les candidats doivent remplir les conditions ci-dessous :

C/ — Candidats élèves

— être âgés de 18 ans au moins et de 25 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours ;

— être titulaire d'un diplôme de fin d'études de l'enseignement du deuxième degré (B.E., B.E.P.C., CAP commerciaux ou CAP industriels).

D/ — Candidats, agents de l'administration

— être âgés de 40 ans au plus au 1^{er} janvier 1985 ;

— justifier de cinq ans de services effectifs au 1^{er} janvier 1985, en qualité de fonctionnaires de la catégorie C ;

— être agents permanents de la 5^e catégorie, titulaires d'un diplôme de fin d'études de l'enseignement du deuxième degré et avoir accompli 5 ans de services effectifs dans cette catégorie.

— Les demandes qui seront adressées au ministre du Travail et de la Fonction publique avant le 28 mai 1985, date limite, doivent préciser obligatoirement le centre où le candidat désire composer.

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

— une demande manuscrite signée du candidat, timbrée à 250 francs ;

- un extrait d'acte de naissance ou toute pièce en tenant lieu ;
- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois ;
- un certificat de nationalité togolaise ;
- une copie certifiée conforme des diplôme obtenus ;
- deux photos d'identité ;
- un certificat médical de moins de trois (3) mois de date ;
- Pour les candidats fonctionnaires et agents permanents :

— une ampliation de l'arrêté portant nomination ou intégration dans la catégorie C ou bien celle de la décision portant engagement ou reclassement à la 5^e catégorie selon le cas du candidat ;

- l'autorisation du ministre de tutelle est obligatoire

Le nombre de places mises au concours est fixé à cinquante (50).

Les dossiers comportant des prénoms importés seront purement et simplement rejetés.

L'entrée dans la salle d'examen est subordonnée à la présentation d'une carte nationale d'identité.

Arrêté n° 611/MTFP-EC du 25/3/85 — Le concours d'entrée au Cycle II de l'école nationale d'administration (promotion 1985-1988), sera ouvert dans les centres de Lomé et Kara les 23 et 24 juillet 1985, aux candidats des deux sexes, de nationalité togolaise.

- Ce concours comportera :

A/ — Epreuves écrites d'admissibilité

1^o — Concours externe réservé aux élèves

— Une composition portant sur un sujet de philosophie, de psychologie, de morale ou de littérature se rapportant aux programmes des classes de première et terminale A (durée 4h. coef. 4),

— La rédaction à partir d'un texte, d'une note de synthèse faisant appel à l'esprit d'analyse et de concision des candidats (durée 3h. coef. 3) ;

— La réponse écrite à plusieurs questions portant sur les problèmes politiques, économiques, sociaux, internes ou internationaux (durée 2h. coef. 1).

— Une traduction en français d'un texte anglais (facultatif, durée 1 H. coef. 1).

2^o — Concours interne réservé aux agents de l'administration

— Une dissertation française portant sur la pensée d'un auteur ou le commentaire d'un texte de littérature (durée 4 h. coef. 4),

— La rédaction à partir des éléments d'un dossier, d'une note (durée 3 h. coef. 3),

— Une épreuve portant sur le statut général de la fonction publique ou l'organisation administrative et économique du Togo (durée 2 h. coef. 1),

— Une traduction en français d'un texte anglais (facultatif, durée 1 h. coef. 1).

B/ Epreuves orales communes aux deux concours

Une conversation de dix (10) minutes avec les membres du jury après lecture d'un texte de caractère général.

Les épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 5/20 à l'une quelconque des matières est éliminatoire.

La note de l'épreuve facultative n'intervient dans le total des points que dans la mesure où le candidat a obtenu la moyenne de 10/20 dans les matières obligatoires. Il n'est tenu compte que des points supérieurs à la moyenne de 10/20 et ce dans la limite maximale de 5 points.

C — Conditions à remplir

3^o — Candidats élèves

— être âgés de 18 ans au moins et de 25 ans au plus au 1^{er} janvier 1985,

— être titulaires d'un diplôme de fin d'études de l'enseignement du troisième degré.

4^o — Candidats, agents de l'administration

— aux fonctionnaires titularisés dans un corps classé dans la catégorie B de la fonction publique ; être âgés de 40 ans au plus au 1^{er} janvier 1985 et justifiant de 5 années de services effectifs en qualité de fonctionnaires de la catégorie B ;

— aux agents publics non fonctionnaires : être titulaires d'un diplôme de fin d'études de l'enseignement du troisième degré, âgés de 30 ans au plus au 1^{er} janvier 1985 et justifiant de 5 ans de services effectifs après l'obtention du diplôme.

— Les demandes qui seront adressées au ministre du Travail et de la Fonction publique avant le 28 mai 1985, délai de rigueur doivent préciser obligatoirement le centre où le candidat désire composer.

Le dossier de candidature doit comporter les pièces suivantes :

- une demande manuscrite signée du candidat, timbrée à 250 francs ;

- un extrait d'acte de naissance ou toute pièce en tenant lieu ;
- un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois ;
- un certificat de nationalité togolaise ;
- un certificat médical ayant moins de trois (3) mois de date ;
- une copie certifiée conforme des diplômes obtenus ;
- deux photos d'identité ;
- Pour les candidats, agents de l'administration :
 - l'autorisation du ministre de tutelle est obligatoire ;
 - une ampliation de l'arrêté portant nomination ou intégration dans la catégorie B (candidats fonctionnaires) ;
 - une ampliation de la décision portant engagement ou reclassement (candidats agents permanents).

Le nombre de places mises au concours est fixé à trente (30).

Les dossiers comportant des prénoms importés seront purement et simplement rejetés.

L'entrée dans la salle d'examen est subordonnée à la présentation d'une carte nationale d'identité.

Arrêté n° 613/MTFP-EC du 26/3/85 — Le concours d'entrée au Cycle III (promotion 1985-1987) de l'école nationale d'administration sera ouvert les 23 et 24 juillet 1985 dans les centres de Lomé et Kara, aux candidats des deux sexes.

— Le concours comportera :

A/ — Epreuves écrites d'admissibilité

1° — *Concours interne réservé aux agents de l'administration.*

* Une dissertation sur un sujet d'ordre général (durée 4h. coef. 4),

* Finances publiques (durée 4h. coef. 4).

2° — *Concours externe réservé aux étudiants.*

* Une composition sur un sujet d'ordre général (durée 4h. coef. 4),

Finances publiques (durée 4h. coef. 4).

B/ — Epreuves communes écrites par spécialités

a) Spécialité magistrature

* droit judiciaire privé (durée 3h. coef. 3),

* droit des obligations (durée 3h. coef. 3)

b) Spécialité administration

* droit administratif (durée 3h. coef. 3)

* institutions politiques togolaises (durée 3h. coef. 3)

c) Spécialité économique et financière

* comptabilité générale (durée 3h. coef. 3),

* économie internationale (durée 3h. coef. 3),

N.B. : Pour les programmes des matières voir annexe.

C/ - Epreuves orales communes aux deux concours

— Un exposé de 10 minutes sur un sujet d'ordre général tiré au sort portant sur l'actualité du monde contemporain suivi d'une discussion de 20 minutes avec les membres du jury (durée de préparation : 1h ; coef. 4),

— L'épreuve facultative d'admission porte sur la traduction d'un texte et une conversation avec les membres du jury dans une ou deux langues étrangères : allemand, anglais.

— Les épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note inférieure à 5/20 dans l'une quelconque des matières est éliminatoire. La note de l'épreuve facultative n'intervient dans le total des points que dans la mesure où le candidat a obtenu la moyenne de 10/20 dans les matières obligatoires. Il n'est tenu compte que des points supérieurs à la moyenne de 10/20 et ce dans la limite maximale de 5 points.

D/ Conditions à remplir

1°) — Candidats, agents de l'administration

* être de nationalité togolaise,

* être âgé de 40 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours,

* être fonctionnaires titularisés dans un corps classé dans la catégorie A2 et justifiant de six années de services effectifs dans le corps ou bien être fonctionnaires titularisés dans un corps classé dans la catégorie B et ayant réussi à la 2^e année d'études universitaires de droit, de sciences économiques ou de gestion depuis cinq ans au moins au 1^{er} janvier 1985.

2° — Candidats étudiants

— être de nationalité togolaise,

— être âgés de 28 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours,

— être titulaires de la licence en droit, de sciences économiques (régime de quatre ans) ou de la maîtrise de droit, de sciences économiques, de gestion, de lettres ou sciences humaines.

E — Options

Seuls les fonctionnaires et ceux qui se destinent à la carrière judiciaire font option avant le concours.

— Les demandes qui seront adressées au ministre du travail et de la fonction publique avant le 28 mai 1985, délai de rigueur, doivent préciser obligatoirement le centre où le candidat désire composer.

Le dossier de candidature doit comporter les pièces ci-après :

— une demande manuscrite signée du candidat timbrée à 250 francs ;

— un extrait d'acte de naissance ou toute pièce en tenant lieu ;

— un extrait de casier judiciaire ayant moins de trois (3) mois de date ;

- un certificat de nationalité togolaise ;
- un certificat médical datant de moins de trois (3) mois ;
- une copie certifiée conforme des diplômes obtenus ;
- deux photos d'identité ;

Pour les agents de l'administration :

- l'autorisation du ministre de tutelle est obligatoire ;
- une ampliation de l'arrêté portant nomination ou intégration dans la catégorie B ou A2 selon le cas du candidat.

Le nombre de places mises au concours est fixé à trente (30).

Les dossiers comportant des prénoms importés seront purement et simplement rejetés.

L'accès de la salle d'examen est subordonné à la présentation d'une carte nationale d'identité.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA CONDITION FEMININE

Autorisation de reprise d'activités

M. Wossinou Quacoe, opticien, dont le cabinet d'optique situé au 25 rue de commerce a été fermé par arrêté n° 32/MSPASCF du 24 septembre 1984, est autorisé à reprendre ses activités professionnelles dans ledit cabinet pour compter du 8 avril 1985.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 155/MEF/CR du 19/3/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Abidji Essolakina (née Tchao)
» Abidji Akossiwa (née Amégnona),

épouses de M. Abidji Ekim, sous-brigadier de police 7^e échelon (indice 590) pourcentage 29 % décédé le 6 août 1977, une pension de veuve au taux annuel de Trente mille sept cent cinquante (30.750) francs pour compter du 16 novembre 1980 et de trente deux mille deux cent quatre vingt sept (32.287) francs pour compter du 1^{er} janvier 1982.

— Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 16 novembre 1980 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de 6 enfants)

Hodalo, née le 29 septembre 1969
Kéméahalo, née le 27 octobre 1971
Masalo, née en 1972
Tchaa, né le 12 août 1973
Lamabèlo, née le 7 février 1974
Kudjukalo, née le 25 mars 1976
Abiré, née le 14 novembre 1976

— Le montant annuel de la pension alloué ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

— Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Abidji Bambiou, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 157-MEF/CR du 19/3/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

— Mme veuve Tchagnao Assia (née Sebou)
» Tchagnao Sanou (née Katakpaou),
épouses de M. Tchagnao Sourou ex Arouna Mama, agent d'assiette de 2^e classe 4^e échelon, indice 700, pourcentage 31 %, décédé le 18 octobre 1978, une pension de veuve aux taux annuel de trente cinq mille quatre cent cinquante quatre (35.454) frcs, pour compter du 1^{er} novembre 1978, de trente huit mille neuf cent quatre vingt dix neuf (38.999) francs, pour compter du 1^{er} janvier 1980 et de quarante mille neuf cent quarante neuf (40.949) francs, pour compter du 1^{er} janvier 1982.

— Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin pour compter du 1^{er} novembre 1978 à chacun des enfants ci-après désignés (dans la limite de 6 orphelins)

— Abassa, né le 20 février 1959
— Ladi, née le 4 août 1959
— Sema, né le 22 novembre 1961
— Abalo, né le 22 novembre 1962
— Baba, né le 30 juillet 1964
— Bako, né le 28 juin 1965
— Essofa, né le 27 janvier 1967
— Kandé, née le 21 janvier 1968
— Gado, né le 11 décembre 1969
— Talata, née le 8 octobre 1970

- Eso Faley, né le 25 mai 1972
- Tcho-Wavana, né le 25 mai 1972
- Tcho-Ado, née le 21 janvier 1975
- Bagna, né le 15 janvier 1977
- Aoulatou, née le 23 mai 1977

— Le montant annuel de la pension alloué ci-dessus est de vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

— Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Tchagnao Woulo, administrateur des biens et tuteur des enfants du de cujus.

Arrêté n° 158/MEF/CR du 19/3/85 — Une pension proportionnelle (pourcentage 52 %) au montant annuel de deux cent quatre vingt quatorze mille trois cent soixante seize (294.376) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Afanvi Kablais Koasi, infirmier d'état de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps du personnel de la santé publique (indice 750) admis à la retraite.

— La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1985.

— M. Afanvi Kablais Koasi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 10^e rang) ci-après désignés :

- Amavi, née le 30 avril 1966
- Komlan, né le 5 mars 1968
- Akossiwa, née le 4 mars 1969
- Yaovi, né le 13 avril 1972
- Koffi, né le 5 juillet 1974
- Akossiwa, née le 9 mars 1980

Arrêté n° 161/MEF/CR du 19/3/85 — Une pension proportionnelle (pourcentage 54 %) au montant annuel de cent cinquante huit mille neuf cent soixante quatre (158.964) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Yovo Agbévidé Amavi, moniteur de 3^e classe 4^e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 390) admis à la retraite.

— La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1984.

— M. Yovo Agbévidé Amavi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1984 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 10^e rang) ci-après désignés :

- Ayokovi, née le 22 août 1964
- Ayi, né le 7 septembre 1966
- Ayité, né le 3 août 1968
- Adakou, née le 1^{er} novembre 1971
- Ayikoé, né le 15 juillet 1974
- Ayéfé, née le 8 août 1976
- Akofa, née le 22 septembre 1978

Arrêté n° 163/MEF/CT du 19/3/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Takougnadi Yawa (née Kakassina), épouse de M. Takougnadi A. Sama, maréchal des logis 4^e échelon (indice 600 pourcentage 29 %) décédé le 19 avril 1982, une pension de veuve au taux annuel de soixante cinq mille six cent soixante huit (65.668) francs pour compter du 21 janvier 1984.

— Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 21 janvier 1984 à chacun des orphelins ci-après désignés :

- Eyana, né le 6 septembre 1972
- Essodina, né le 3 février 1974
- Toyi, né le 7 avril 1978
- Kpatcha, né le 7 avril 1978
- Binabêniwe, né le 22 septembre 1978
- Abalo, né le 29 décembre 1980

— Le montant annuel de la pension allouée ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe I du même article.

— Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Takougnadi Toï Essoziama, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 164/MEF/CR du 19/3/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Kekpedou Essinatou (née Lawani), épouse de M. Kekpedou Bléoussi, contremaître adjoint 2^e échelon (indice 600 pourcentage 53 %) en retraite décédé le 20 novembre 1982, une pension de veuve aux taux annuel de cent vingt mille seize (120.016) francs pour compter du 15 janvier 1984.

Arrêté n° 166/MEF/CR du 19/3/85 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 44 % au montant annuel de cent trente neuf mille quatre cent quatre vingt huit (139.488) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Tchonda Binadé, soldat de 1^{re} classe n° mle 0758, 5^e échelon du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420) admis à la retraite.

— La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} février 1985.

M. Tchonda Binadé pourra prétendre, pour compter du 1^{er} février 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

- Ayaba, né le 8 juin 1974
- Essokizani, né le 23 septembre 1975
- Mawilani, né le 28 décembre 1978
- Kibamodoro, né le 18 avril 1979
- Essowomawè, né le 7 octobre 1982
- Péyébadorom, né le 29 mai 1984

Arrêté n° 167/MEF/CR du 19/3/85 — Une pension proportionnelle (pourcentage 17 %) au montant annuel de deux cent vingt quatre mille cinq cent cinquante six (224.556) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agayi Koriko, professeur de 3^e classe 4^e échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 1.750) admis à la retraite pour invalidité.

— La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1984.

Arrêté n° 169/MEF/CR du 26/3/85 — La pension pour ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Djondo Anani Akakpo, agent de constatation de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel des douanes admis à la retraite est révisée et fixée au taux de 79 % des émoluments de base correspondant à l'indice 850 pour compter du 1^{er} juin 1983.

— Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à cinq cent six mille huit cent cinquante six (506.856) francs pour compter du 1^{er} juin 1983.

— Il est également attribué sur les fonds de la même caisse pour compter du 1^{er} juin 1983 une majoration pour famille nombreuse au taux annuel de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants du 1^{er} au 6^e rang ci-après désignés :

Afiagan, née le 2 janvier 1959
Afiavi, née le 23 février 1962
Anani, né le 18 mars 1962
Akouavi, née le 5 septembre 1962
Ayaba, née le 13 juin 1963
Bayi, née le 3 août 1963

— Le montant annuel de la nouvelle majoration est fixé à cent vingt six mille sept cent seize (126.716) francs pour compter du 1^{er} juin 1983

— M. Djondo Anani Akakpo pourra prétendre pour compter du 1^{er} juin 1983 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du 7^e au 18^e rang ci-après :

Dometo, né le 24 février 1964
Kokougan, né le 28 avril 1965
Koffigan, né le 4 mars 1966
Kodjogan, né en 1966
Kodjovi, né le 6 février 1967
Kokouvi, né le 15 mai 1968
Ablavi, né le 2 juin 1970
Komi, né le 7 octobre 1972
Koffivi, né le 22 février 1974
Adjoa-Sika, née le 28 juillet 1975
Afi-Dodji, née le 18 mars 1977
Babatoundé, né le 1^{er} décembre 1982

Arrêté n° 170/MEF/CR du 26/3/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 67 %) au montant de six cent trente deux mille cent cinquante six (632.156) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sittie Ayi, instituteur de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de l'enseignement (indice 1.250) admis à la retraite.

— La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1985.

— Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sittie Ayi pour compter du 1^{er} janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 10 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Ayoko, née le 10 octobre 1961
Kayi, née le 31 mars 1964
Ayayi, né le 6 juin 1967

— Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante trois mille deux cent seize (63.216) francs pour compter du 1^{er} janvier 1985.

— M. Sittie Ayi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 4^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Messa, né le 22 juin 1970
Anani, né le 28 mai 1973
Anoumou, né le 24 avril 1976
Bédou, né le 4 juillet 1978

Arrêté n° 171/MEF/CR du 27/3/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Apati-Bassah Kossiwa (née Tsogbale Gabienu) épouse de M. Apati-Bassah A. Komi, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 2^e échelon (indice 1.250 pourcentage 49 %) décédé le 29 juillet 1982, une pension de veuve au taux annuel de deux cent trente et un mille cent soixante deux (231.162) francs pour compter du 16 janvier 1983.

— Il est également alloué sur les fonds de la même caisse pour compter du 16 janvier 1983 une pension temporaire d'orphelin au taux annuel de quarante six mille deux cent trente deux (46.232) francs à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de 5 enfants)

Ama, née le 22 janvier 1963
Adzowa, née le 19 décembre 1964
Abra, née le 13 février 1968
Koffi, né le 30 octobre 1970
Agbeko, né le 17 septembre 1974
Abra Dodzi, née le 19 avril 1977
Kofi, né le 2 mai 1980

— Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénomés seront versés entre les mains de M. Bassah K. Selomey Tsivodé, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 172/MEF/CR du 27/3/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 76 %) au montant annuel de sept cent soixante quatorze mille quatre cent trente six (774.436) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Davi Hose Dédé, épouse Martelot, agent technique de 1^{re} classe 3^e échelon du corps du personnel de la santé (indice 1.350) admise à la retraite.

— La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1985.

Arrêté n° 173/MEF/CR du 27/3/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Palanga N'na (née Tantou)
 » Palanga Tcharéalo (née Beguedou),
 épouses de M. Palanga Abalo (Grégoire) Greffier de 1^{re} classe 3^e échelon indice 1.350 pourcentage 74 % décédé le 14 décembre 1982, une pension de veuve au taux annuel de cent quatre vingt huit mille cinq cent quatorze (188.514) francs pour compter du 24 mai 1983.

— Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au taux annuel de soixante quinze mille quatre cent cinq (75.405) francs pour compter du 24 mai 1983 à chacun des orphelins ci-après (dans une famille de 5 enfants)

Azoti, né le 15 juin 1962
 Kossi, né le 26 décembre 1965
 Tchilalo, née le 23 novembre 1968
 Athée, née le 3 avril 1969
 Essoham, née le 31 mai 1970
 Aam, née le 25 avril 1972
 Essohéyim, née le 1^{er} janvier 1973
 Hodalo, née le 26 octobre 1973
 Akim, né le 9 septembre 1974
 Agnindouféyi, né le 21 octobre 1976

— Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Palanga Djobo administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 174/MEF/CR du 27/3/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 74 %) au montant annuel de sept cent cinquante quatre mille cinquante six (754.056) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agouda Agba Daré, ingénieur adjoint de 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel de l'agriculture (indice 1.350) admis à la retraite.

— La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1985

— Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agouda Agba Daré pour compter du 1^{er} janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Madjomé, né le 26 août 1948
 Ahoussi, née le 24 octobre 1952
 Gbati, né le 26 janvier 1953
 Gnandi, né le 18 juin 1953
 Tchonanké, née le 16 juillet 1954
 Kondi, né le 2 août 1955

— Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt huit mille cinq cent seize (188.516) francs pour compter du 1^{er} janvier 1985.

— M. Agouda Agba Daré pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 19^e au 27^e rang) ci-après désignés :

Adja, née le 19 août 1985
 Daré, né le 10 avril 1966
 Lantame, né le 26 novembre 1966
 Gado, née le 23 juillet 1967
 Daré, né le 16 avril 1968
 Yokoti, né le 18 septembre 1971
 Bossa, née le 12 janvier 1974
 Ningbéri, née le 30 mars 1977
 Djébi, née le 4 décembre 1977

Arrêté n° 175/MEF/CR du 27/3/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 66 %) au montant annuel de six cent vingt deux mille sept cent vingt (622.720) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Comlan Avegnon Solomé Egou, agent technique de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de la santé publique (indice 1.250) admis à la retraite.

— La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1985.

— Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Comlan Avegnon Solomé Egou pour compter du 1^{er} janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Améyo, née le 10 mars 1951
 Komi, né le 20 juin 1953
 Afiwa, née le 20 septembre 1957
 Kokouvi, né le 18 décembre 1957
 Amè, née le 7 janvier 1961
 Yaovi, né le 19 octobre 1961

— Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent cinquante cinq mille six cent quatre vingts (155.680) francs pour compter du 1^{er} janvier 1985.

— M. Comlan Avegnon Solomé Egou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8^e au 23^e rang) ci-après désignés :

Yawavi, née le 27 janvier 1966
 Ablavi, née en 1966
 Akouvi, née le 4 janvier 1967
 Yao, né le 5 juin 1969
 Kayi, née le 26 septembre 1969
 Sékonamé, née le 4 août 1970
 Amavi, né en 1971
 Yawa, née le 4 novembre 1971
 Nyonoufio, née le 9 janvier 1973
 Amélé, née le 17 février 1973
 Koffi, né le 11 avril 1975
 Abléwa, née le 13 avril 1976
 Adjovi, née le 25 avril 1977
 Akouvi, née le 11 juillet 1979
 Yawo, né le 6 septembre 1979
 Kokou, né le 18 novembre 1981

Arrêté n° 176/MEF/CR du 27/3/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Kpadenou Kayi (née Affangnihoun), épouse de M. Kpadenou A. Vignon, adjoint technique principal 3^e échelon (indice 1.000 pourcentage 26 %) décédé le 24 mars 1983 une pension

de veuve au taux annuel de quatre vingt dix huit mille cent vingt six (98.126) francs pour compter du 28 août 1983.

— Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin à chacun des enfants ci-après désignés (dans la limite de 6 enfants).

Komlan, né le 3 novembre 1964
 Afivi, née le 6 janvier 1978
 Afi, née le 6 mai 1966
 Ablavi, née le 13 novembre 1980
 Koffi, né le 23 septembre 1966
 Kokou, né le 19 mai 1982
 Biova, né le 28 novembre 1970
 Kossiwa, née le 26 décembre 1982
 Messan, né le 4 mai 1974.

— Le montant annuel de la pension alloué ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 et non aux calculs effectués sur la base du paragraphe 1 du même article.

— Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Bebehou Kouassi, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 177/MEF/CR du 27/3/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Kpakpo Azangbé (née Dangran), épouse de M. Kpakpo (Gabriel) ouvrier hors classe des travaux publics (indice 678 pourcentage 66 %) en retraite décédé le 1^{er} février 1983 une pension de veuve au taux annuel de cent soixante huit mille huit cent quatre vingt deux (168.882) francs pour compter du 1^{er} mars 1983.

Arrêté n° 177 bis/MEF/CR du 27/3/85 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 63 %) au montant annuel de quatre cent quatre mille deux cent quatre (404.204) frcs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Avegan Koffi Mawuena, Maréchal des logis chef 4^e échelon n° mle 312 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 850) admis à la retraite.

— La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} août 1984 ;

— Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Avegan Koffi Mawuena pour compter du 1^{er} août 1984 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Kossiwa, née le 11 août 1955
 Adzoa, née le 15 juillet 1957
 Komi, né le 15 avril 1958
 Délali, née le 20 juillet 1959
 Yawo, né le 7 août 1960
 Komi, né le 18 novembre 1961

— Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent un mille cinquante deux (101.052) francs pour compter du 1^{er} août 1984.

— M. Avegan Koffi Mawuena pourra prétendre, pour compter du 1^{er} août 1984 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Afi, née en 1965
 Edoh, né le 25 août 1966
 Afi, née le 1^{er} juin 1970
 Yaovi, né le 24 mars 1977

Arrêté n° 178/MEF/CR du 27/3/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 74 %) au montant annuel de cinq cent cinquante huit mille cinq cent soixante (558.560) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Chilloh Adovi, adjoint administratif principal 3^e échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 1.000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Chilloh Adovi pour compter du 1^{er} janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Adolé, née le 30 octobre 1954
 Adoko, née le 13 juillet 1962
 Kaléassan, née le 16 mai 1965
 Tchotchovi, née le 29 avril 1968.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt trois mille sept cent quatre vingt quatre (83.784) francs pour compter du 1^{er} janvier 1985.

M. Chilloh Adovi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 7^e rang) ci-après désignés :

Akouété, né le 9 novembre 1970
 Akouété, né le 9 novembre 1970
 Adoté, né le 31 mai 1975.

Arrêté n° 179/MEF/CR du 27/3/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Mama Mariama (née Sidiki)
 Mme veuve Mama Chétou (née Abdoulaye)
 Mme veuve Mama Fatouma (née Natoma Bayo),
 épouses de M. Mama Dézé Touré, attaché d'administration de 1^{re} classe 1^{er} échelon indice 1500 pourcentage 72 % décédé le 14 septembre 1983 une pension de veuve au taux annuel de cent trente cinq mille huit cent soixante six (135.866) francs pour compter du 21 janvier 1984.

Il est également attribué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin au taux annuel de quatre vingt et un mille cinq cent dix neuf (81.519) francs pour compter du 21 janvier 1984 à chacun des orphelins ci-après désignés (dans la limite de 5 enfants).

Djamilou, né le 24 mars 1966
 Adah, né le 2 octobre 1966
 Nabara, née le 7 mai 1969
 Ramatou, née le 2 août 1971
 Tanko, né le 6 mars 1972
 Méri, née le 7 mars 1972
 Ousmane, né le 25 mars 1975
 Dagana, née le 25 mars 1975
 Ibrahim, né le 10 mai 1980
 Issifou, né le 15 juillet 1983.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus dénommés seront versés entre les mains de M. Mama Bacha Touré, administrateur des biens et tuteurs des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 180/MEF/CR du 28/3/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Gnaga Akoua (née Biyawa)
 Mme veuve Gnaga Koumbanaka (née Bayada)
 Mme veuve Gnaga Yéréma (née Kpenda),
 épouses du feu Gnaga Djaléma Katatalé (ex-Thomas) sergent-chef 3^e échelon n° mle 74675 du 1^{er} régiment interarmes togolais (indice 800 pourcentage 38 %) en retraite, décédé le 26 décembre 1983, une pension de veuve au taux annuel de trente huit mille deux cent quarante quatre (38.244) francs pour compter du 1^{er} janvier 1984.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 1^{er} janvier 1984 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Gnalomba, né le 26 juillet 1957
 Babaembeck, née le 17 octobre 1961
 Lébadjiba, né le 14 novembre 1961
 Womina, née le 16 avril 1964
 Bahongléma, née le 20 mai 1964
 Maherbena, né le 25 décembre 1966
 Kognongbiga, né le 8 juillet 1968
 Bassagna, né en 1968
 Bassaberek, née le 9 mai 1969
 Wunlagama, né le 2 septembre 1970
 Mathoraba, née le 24 juillet 1971
 Majognongo, né le 30 mai 1972
 Bakatè, née le 18 juillet 1972
 Wombédé, née le 3 mai 1973
 Balam, née le 11 avril 1975
 Gnalem, née le 11 avril 1975
 Baheyina, né le 7 septembre 1975
 Bakiti, né le 26 septembre 1975
 Heyba, né le 14 août 1976
 Maboyiya, né le 10 décembre 1976
 Yédema, née le 15 décembre 1976
 Bayougorek, née le 21 septembre 1977
 Woindadiela, né le 8 février 1979
 Matégéléba, né le 18 mars 1979
 Makanew, né le 10 janvier 1980
 Bilayaguet, né le 12 mai 1980
 Bayalébéna, née le 11 juillet 1982.

Le montant annuel de la pension alloué ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre

1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 2 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins susdénomés seront versés entre les mains de M. Gnaga Banassé Béminen, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 183/MEF/CR du 28/3/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Apaloo Anne (née Huchard), épouse de M. Apaloo A. Kodjo Mihaé, chef service contentieux des C.F.T (indice 1050) pourcentage 69 % en retraite décédé le 2 juin 1984, une pension de veuve au taux annuel de deux cent soixante treize mille quatre cent trente deux (273.432) francs pour compter du 1^{er} juillet 1984.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse à Mme veuve Apaloo Anne (née Huchard), une majoration pour famille nombreuse pour compter du 1^{er} juillet 1984 au titre de ses enfants du (1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Coffi, né le 13 décembre 1948
 Ablavi, née le 10 octobre 1950
 Afiavi, née le 23 janvier 1953
 Codjo, né le 8 novembre 1954.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixée à quarante et un mille seize (41.016) francs.

Il est de même attribué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à cinquante quatre mille six cent quatre vingt huit (54.688) francs l'an pour compter du 1^{er} juillet 1984 à chacun des orphelins désignés :

Kossi, né le 7 mars 1971
 Kokou, né le 29 décembre 1971.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénomés seront versés entre les mains de Mme veuve Apaloo Anne (née Huchard) administratrice des biens et tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 184/MEF/CR du 28/3/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 63 %) au montant annuel de un million deux cent soixante huit mille quatre vingt huit (1.268.088) francs pour compter du 1^{er} octobre 1981 et de un million trois cent trente et un mille quatre cent quatre vingt quatre (1.331.484) francs pour compte du 1^{er} janvier 1982 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nathaniels Kotso, médecin inspecteur de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé publique (indice 2.800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nathaniels Kotso pour compter du 1^{er} octobre 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Amavi, née le 14 décembre 1946
 Georgina, née le 26 juillet 1951
 Patrick, né le 3 juillet 1955
 Adjoa, née le 12 septembre 1960
 Kokouvi, né le 1^{er} janvier 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent cinquante trois mille six cent vingt (253.620) francs pour compter du 1^{er} octobre 1981 et à deux cent soixante six mille deux cent quatre vingt seize (266.296) francs pour compter du 1^{er} janvier 1982.

M. Nathaniels Kotso pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Dzigbodi, née le 6 novembre 1965
 Akuavi Sika, née le 4 mai 1977
 Kobla, né le 17 octobre 1978.

Arrêté n° 185/MEF/CR du 1/4/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent soixante six mille quatre vingt seize (466.096) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amégnran Houndjo Gamaplékou, infirmier d'Etat principal 2^e échelon du corps du personnel de la santé publique (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amégnran Houndjo Gamaplékou pour compter du 1^{er} janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Ayawavi, née le 2 décembre 1954
 Ablanvi, née le 2 juillet 1957
 Yaoga, né le 26 mai 1960
 Améyo, née le 27 mars 1965
 Yaotrée, né le 8 juillet 1965
 Amevi, née le 16 septembre 1967.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent seize mille cinq cent vingt quatre (116.524) francs pour compter du 1^{er} janvier 1985.

M. Amégnran Houndjo Gamaplékou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 18^e rang) ci-après désignés :

Ayaba, née le 27 novembre 1969
 Afiwa, née le 23 mai 1969
 Hunka, né le 7 janvier 1972
 Kodjo, né le 28 février 1972
 Vignon, né le 7 novembre 1974
 Ahoéfa, née le 7 décembre 1976
 Komlan Atsu, né le 27 décembre 1977
 Atsupui, née le 27 décembre 1977
 Yao, né le 6 mars 1980
 Akua, née le 10 décembre 1980
 Akuvi, née le 10 décembre 1980
 Kokouvi, né le 11 avril 1984.

Arrêté n° 186/MEF/CR du 1/4/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 72 %) au montant annuel de trois cent vingt mille six cent quarante quatre (320.644) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Alassani Dermame, brigadier chef de police 1^{er} échelon du corps du personnel de la police (indice 590) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Alassani Dermame pour compter du 1^{er} janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Bougonou, né le 3 septembre 1961
 Kondi, né en 1963
 Gnandi, né le 8 octobre 1964
 Gbati, né le 25 octobre 1965
 Kpandja, né le 21 février 1966
 Komlan, né le 27 juin 1967

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt mille cent soixante quatre (80.164) francs pour compter du 1^{er} janvier 1985.

M. Alassani Dermame pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 13^e rang) ci-après désignés :

Faré-Waye, né le 4 avril 1968
 Agba, né le 4 octobre 1968
 Nigbéri, née le 13 septembre 1969
 Lantame, né le 11 novembre 1974
 Tayitiba, né en 1975
 Tchédéré, né le 30 mars 1975
 Kokou, né le 19 septembre 1984.

Arrêté n° 187/MEF/CR du 1/4/85 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 69 %) au montant annuel de quatre cent quatre vingt quatorze mille sept cent quatre vingts (494.780) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Edah Komla Sénou, Instituteur adjoint de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo M. Edah Komla Sénou pour compter du 1^{er} janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Komi, né le 31 mai 1952
 Kossiwa, née le 11 mars 1956
 Koffi, né le 18 juillet 1958
 Komla, né le 18 avril 1961
 Ameyo, née le 5 octobre 1963
 Yawovi, né le 16 février 1967

Djamilou, né le 24 mars 1966
 Adah, né le 2 octobre 1966
 Nabara, née le 7 mai 1969
 Ramatou, née le 2 août 1971
 Tanko, né le 6 mars 1972
 Méri, née le 7 mars 1972
 Ousmane, né le 25 mars 1975
 Dagana, née le 25 mars 1975
 Ibrahim, né le 10 mai 1980
 Issifou, né le 15 juillet 1983.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins sus dénommés seront versés entre les mains de M. Mama Bacha Touré, administrateur des biens et tuteurs des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 180/MEF/CR du 28/3/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Gnaga Akoua (née Biyawa)
 Mme veuve Gnaga Koumbanaka (née Bayada)
 Mme veuve Gnaga Yéréma (née Kpenda),
 épouses du feu Gnaga Djaléma Katatalé (ex-Thomas) sergent-chef 3^e échelon n° mle 74675 du 1^{er} régiment interarmes togolais (indice 800 pourcentage 38 %) en retraite, décédé le 26 décembre 1983, une pension de veuve au taux annuel de trente huit mille deux cent quarante quatre (38.244) francs pour compter du 1^{er} janvier 1984.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin pour compter du 1^{er} janvier 1984 à chacun des orphelins ci-après désignés :

Gnalomba, né le 26 juillet 1957
 Babaembeck, née le 17 octobre 1961
 Lébadjiba, né le 14 novembre 1961
 Womina, née le 16 avril 1964
 Bahongléma, née le 20 mai 1964
 Maherbena, né le 25 décembre 1966
 Kognongbiga, né le 8 juillet 1968
 Bassagna, né en 1968
 Bassaberek, née le 9 mai 1969
 Wunlagama, né le 2 septembre 1970
 Mathoraba, née le 24 juillet 1971
 Majognongo, né le 30 mai 1972
 Bakatè, née le 18 juillet 1972
 Wombédé, née le 3 mai 1973
 Balam, née le 11 avril 1975
 Gnalem, née le 11 avril 1975
 Baheyina, né le 7 septembre 1975
 Bakiti, né le 26 septembre 1975
 Heyba, né le 14 août 1976
 Maboyiya, né le 10 décembre 1976
 Yédema, née le 15 décembre 1976
 Bayougorek, née le 21 septembre 1977
 Woindadiela, né le 8 février 1979
 Matégéléba, né le 18 mars 1979
 Makanew, né le 10 janvier 1980
 Bilayaguet, né le 12 mai 1980
 Bayalébena, née le 11 juillet 1982.

Le montant annuel de la pension alloué ci-dessus est fixé à vingt quatre mille (24.000) francs par orphelin en vertu de l'article 23 paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre

1963 et non aux résultats qu'ont donnés les calculs effectués sur la base du paragraphe 2 du même article.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Gnaga Banassé Béminen, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 183/MEF/CR du 28/3/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Apaloo Anne (née Huchard), épouse de M. Apaloo A. Kodjo Mihaé, chef service contentieux des C.F.T (indice 1050) pourcentage 69 % en retraite décédé le 2 juin 1984, une pension de veuve au taux annuel de deux cent soixante treize mille quatre cent trente deux (273.432) francs pour compter du 1^{er} juillet 1984.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse à Mme veuve Apaloo Anne (née Huchard), une majoration pour famille nombreuse pour compter du 1^{er} juillet 1984 au titre de ses enfants du (1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Coffi, né le 13 décembre 1948
 Ablavi, née le 10 octobre 1950
 Afiavi, née le 23 janvier 1953
 Codjo, né le 8 novembre 1954.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixée à quarante et un mille seize (41.016) francs.

Il est de même attribué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à cinquante quatre mille six cent quatre vingt huit (54.688) francs l'an pour compter du 1^{er} juillet 1984 à chacun des orphelins désignés :

Kossi, né le 7 mars 1971
 Kokou, né le 29 décembre 1971.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme veuve Apaloo Anne (née Huchard) administratrice des biens et tutrice des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 184/MEF/CR du 28/3/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 63 %) au montant annuel de un million deux cent soixante huit mille quatre vingt huit (1.268.088) francs pour compter du 1^{er} octobre 1981 et de un million trois cent trente et un mille quatre cent quatre vingt quatre (1.331.484) francs pour compte du 1^{er} janvier 1982 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nathaniels Kotso, médecin inspecteur de classe exceptionnelle du corps du personnel de la santé publique (indice 2.800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1981.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nathaniels Kotso pour compter du 1^{er} octobre 1981 une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés :

Amavi, née le 14 décembre 1946
 Georgina, née le 26 juillet 1951
 Patrick, né le 3 juillet 1955
 Adjoa, née le 12 septembre 1960
 Kokouvi, né le 1^{er} janvier 1964.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent cinquante trois mille six cent vingt (253.620) francs pour compter du 1^{er} octobre 1981 et à deux cent soixante six mille deux cent quatre vingt seize (266.296) francs pour compter du 1^{er} janvier 1982.

M. Nathaniels Kotso pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1981 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 6^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Dzigbodi, née le 6 novembre 1965
 Akuavi Sika, née le 4 mai 1977
 Kobla, né le 17 octobre 1978.

Arrêté n° 185/MEF/CR du 1/4/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 65 %) au montant annuel de quatre cent soixante six mille quatre vingt seize (466.096) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amégnran Houndjo Gamaplékou, infirmier d'Etat principal 2^e échelon du corps du personnel de la santé publique (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amégnran Houndjo Gamaplékou pour compter du 1^{er} janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Ayawavi, née le 2 décembre 1954
 Ablanvi, née le 2 juillet 1957
 Yaoga, né le 26 mai 1960
 Améyo, née le 27 mars 1965
 Yaotrée, né le 8 juillet 1965
 Amevi, née le 16 septembre 1967.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent seize mille cinq cent vingt quatre (116.524) francs pour compter du 1^{er} janvier 1985.

M. Amégnran Houndjo Gamaplékou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 18^e rang) ci-après désignés :

Ayaba, née le 27 novembre 1969
 Afiwa, née le 23 mai 1969
 Hunka, né le 7 janvier 1972
 Kodjo, né le 28 février 1972
 Vignon, né le 7 novembre 1974
 Ahoéfa, née le 7 décembre 1976
 Komlan Atsu, né le 27 décembre 1977
 Atsupui, née le 27 décembre 1977
 Yao, né le 6 mars 1980
 Akua, née le 10 décembre 1980
 Akuvi, née le 10 décembre 1980
 Kokouvi, né le 11 avril 1984.

Arrêté n° 186/MEF/CR du 1/4/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 72 %) au montant annuel de trois cent vingt mille six cent quarante quatre (320.644) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Alassani Dermame, brigadier chef de police 1^{er} échelon du corps du personnel de la police (indice 590) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Alassani Dermame pour compter du 1^{er} janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Bougonou, né le 3 septembre 1961
 Kondi, né en 1963
 Gnanidi, né le 8 octobre 1964
 Gbati, né le 25 octobre 1965
 Kpandja, né le 21 février 1966
 Komlan, né le 27 juin 1967

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt mille cent soixante quatre (80.164) francs pour compter du 1^{er} janvier 1985.

M. Alassani Dermame pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 13^e rang) ci-après désignés :

Faré-Waye, né le 4 avril 1968
 Agba, né le 4 octobre 1968
 Nigbéri, née le 13 septembre 1969
 Lantame, né le 11 novembre 1974
 Tayitiba, né en 1975
 Tchédéré, né le 30 mars 1975
 Kokou, né le 19 septembre 1984.

Arrêté n° 187/MEF/CR du 1/4/85 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 69 %) au montant annuel de quatre cent quatre vingt quatorze mille sept cent quatre vingt (494.780) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Edah Komla Sénou, Instituteur adjoint de 1^{ère} classe 2^e échelon du corps du personnel de l'enseignement général (indice 950) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Edah Komla Sénou pour compter du 1^{er} janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Komi, né le 31 mai 1952
 Kossiwa, née le 11 mars 1956
 Koffi, né le 18 juillet 1958
 Komla, né le 18 avril 1961
 Ameyo, née le 5 octobre 1963
 Yawovi, né le 16 février 1967

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent vingt trois mille six cent quatre vingt seize (123.696) francs pour compter du 1^{er} janvier 1985.

M. Edah Komla Sénou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant :

Kossivi, né le 1^{er} mars 1970

Arrêté n° 190/MEF/CR du 5/4/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Tchalim Adoko (née Kokoroko)

» Tchalim Amélé (née Gozo),

épouses de M. Tchalim Kpangbanou Tangouaki Lozo, maréchal des logis 5^e échelon n° mle 0575 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 650, pourcentage 46 %) décédé le 1^{er} décembre 1983 ; une pension de veuve au taux annuel de cinquante six mille quatre cent vingt quatre (56.424) francs pour compter du 5 février 1984.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à cinquante six mille six cent douze (56.612) francs par an pour compter du 5 février 1984.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt deux mille cinq cent soixante huit (22.568) francs l'an pour compter du 5 février 1984 à chacun des orphelins dénommés ci-après sans que leur nombre n'excède celui de cinq :

Mèhèza, né le 6 juin 1969

Tchilalo, née le 7 mars 1973

Brizibè, née le 4 février 1975

Komi, né le 10 avril 1976

Esso, née le 9 juillet 1978

Abalo, né le 2 octobre 1979

Lakina, né le 17 mai 1982

Koudjoukaló, née le 14 novembre 1982

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité temporaire fixée pour chacun des orphelins désignés ci-dessus à vingt deux mille six cent quarante quatre (22.644) francs l'an pour compter du 5 février 1984.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de Mme Telou Badim (née Tchalim), chargée de leur tutelle.

Arrêté n° 191/MEF/CR du 5/4/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Vve Johnson Gyassiwa Akossiwa (née Johnson), épouse de M. Johnson Anani agent technique principal de classe exceptionnelle des

T.P. indice 1.750 pourcentage 61 % décédé le 20 décembre 1983, une pension de veuve au taux annuel de quatre cent deux mille huit cent quatre vingts (402.880) francs pour compter du 13 février 1984.

Arrêté n° 192/MEF/CR du 5/4/85 — Une pension proportionnelle (pourcentage 49 %) au montant annuel de trois cent quatre vingt huit mille trois cent cinquante deux (388.352) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Wozufia Elom Komla Dodzi, agent d'exploitation principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des P.T.T. (indice 1.050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1985.

M. Wozufia Elom Komla Dodzi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 8^e rang) ci-après désignés :

Amavi, née le 11 juin 1966

Kokou, né le 3 décembre 1970

Mawunédie, né le 28 octobre 1975

Adjoavi, née le 25 juillet 1977

Arrêté n° 193/MEF/CR du 5/4/85 — Une pension proportionnelle (pourcentage 12 %) au montant annuel de cinquante huit mille huit cent soixante seize (58.876) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Adjévi Kossi adjoint administratif de 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 650) admis à la retraite pour invalidité.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1983.

Arrêté n° 194/MEF/CR du 5/4/85 — Une pension proportionnelle (pourcentage 32 %) au montant annuel de deux cent soixante et un mille quatre cent huit (261.408) francs pour compter du 1^{er} octobre 1978, de deux cent quatre vingt sept mille cinq cent quarante huit (287.548) francs pour compter du 1^{er} janvier 1980 et de trois cent un mille neuf cent vingt quatre (301.924) francs pour compter du 1^{er} janvier 1982 est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Mensah (Léopold) agent technique de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de la santé (indice 1.250) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} octobre 1978.

M. Mensah (léopold) pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1978 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 18^e rang) ci-après désignés :

Adjé, né le 31 octobre 1963
 Adjélé, née le 7 octobre 1964
 Têtê, né le 8 juin 1965
 Adjété, né le 17 novembre 1965
 Séwa, né le 27 mars 1967
 Télé, née le 14 mars 1968
 Adjélé, née le 18 février 1970
 Kpoti, né le 20 mars 1970
 Séwa, né le 8 juin 1971
 Doe, né le 10 avril 1974
 Tékovi, née le 14 novembre 1975
 Télé, née le 15 juin 1976
 Messan, né le 13 avril 1978
 Tékayi, née le 14 août 1978

Arrêté n° 195/MEF/CR du 5/4/85 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacun des orphelins de M. Akakpo Ekoué (Théophile) instituteur principal de classe exceptionnelle indice 2.250, pourcentage 74 % en retraite décédé le 14 juillet 1981, une pension temporaire d'orphelin au taux annuel de cent vingt cinq mille six cent soixante seize (125.676) francs pour compter du 10 août 1982 ci-après désignés :

Folly Komi, né le 25 octobre 1969
 Foli Yao, né le 26 février 1971
 Kokoé Afi, née le 27 juillet 1973

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommmés seront versés entre les mains de M. Akakpo-Toulan Kodjo Têtê, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 196/MEF/CR du 5/4/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 70 %) au montant annuel de un million cent soixante deux mille quatre cent huit (1.162.408) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Pana Ombri, administrateur-civil 3^e échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 2.200) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Pana Ombri pour compter du 1^{er}

janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Tom, né le 4 mars 1957
 Tomféilé, né en 1957
 Pa-N'la, né le 28 juillet 1959
 Palé, né le 12 septembre 1960
 Aklesso, né le 13 avril 1962
 Awidé, né le 7 octobre 1962

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à deux cent quatre vingt dix mille six cent quatre (290.604) francs pour compter du 1^{er} janvier 1985.

M. Pana Ombri pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Afeïtom, né en 1965
 Abalo, né en 1965
 Pa-Nam-lé, né le 30 novembre 1966
 Abidé, né le 4 mars 1968
 Akpé, né le 4 juin 1970
 Kouméalou, né le 13 avril 1979

Arrêté n° 197/MEF/CR du 5/4/85 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 41 %) au montant annuel de cent soixante dix sept mille neuf cent quarante huit (177.948) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Gbedevi Logossa, caporal-chef 5^e échelon n° mle 0923 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} février 1985.

M. Gbedevi Logossa pourra prétendre, pour compter du 1^{er} février 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 9^e rang) ci-après désignés :

Afiwa, née le 4 octobre 1974
 Afiwavi, née le 14 mars 1975
 Ablavi, née le 3 juin 1975
 Koffi, né le 22 juillet 1977
 Kossi, né le 16 octobre 1977
 Yawa, née le 16 février 1978
 Yaovi, né le 10 juin 1982
 Yawavi, née le 22 juillet 1982
 Kafui, né le 30 octobre 1983

Arrêté n° 198/MEF/CR du 5/4/85 — Une pension d'ancienneté (pourcentage 72 %) au montant annuel de sept cent quatre vingt huit mille vingt quatre (788.024) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Arouna Mama, agent technique principal 1^{er} échelon du corps du personnel de la santé publique (indice 1.450) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1985.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Arouna Mama pour compter du 1^{er} janvier 1985 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Alidou, né le 13 août 1954
Ayoub, né le 14 octobre 1957
Razzak, né le 5 avril 1958
Fataou, né le 11 janvier 1960
Nouréni, né le 26 octobre 1961
Raouf, né le 10 mars 1963

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt dix sept mille huit (197.008) francs pour compter du 1^{er} janvier 1985.

M. Arouna Mama pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1985 sur justification de ses droits au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 8^e au 19^e rang) ci-après désignés :

Abas, né le 29 avril 1966
Yaminou, né le 13 mai 1966
Rahimi, né le 26 décembre 1966
Loubabatou, née le 30 janvier 1969
Seydou, né le 28 juin 1970
Siradjou, né le 19 mai 1972
Abou, né le 9 avril 1973
Alassani, né le 6 janvier 1977
Azaratou, née le 8 janvier 1977
Rahimatou, née le 8 juillet 1979
Abdoulai, né le 16 février 1980
Moubarak, né le 15 février 1982

Rectificatifs

Rectificatif du 28-2-85 à l'arrêté n° 685/MEF/CR du 5 décembre 1984 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelin

Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Badjonga Koukoma (née Miga)
» Badjonga Adjoa (née Adossi),
épouses du feu Badjonga Koudoliga, gendarme de 1^{ère} classe n° mle 89 du corps du personnel de la gendarmerie territoriale (indice 670, pourcentage 52 %) en retraite décédé le 2 octobre 1982, une pension de veuve au taux annuel de soixante cinq mille sept cent quarante quatre (65.744) francs pour compter du 12 septembre 1983,

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt six mille deux cent quatre vingt dix sept (26.297) francs l'an pour compter du 12 septembre 1983 à chacun des orphelins dénommés ci-après sans que leur nombre n'excède celui de cinq :

Amakombéné, né le 17 mai 1964
Tissoga-Tata, né le 3 juillet 1964
Antaya, née le 30 avril 1967
Gnanta, née le 20 août 1967
Bameska, né le 9 mai 1970
Koucouna, né le 17 juin 1973

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Badjonga Lakougnon chargé de leur tutelle.

Le reste sans changement.

Rectificatif du 28-3-85 à l'arrêté n° 152/MEF/CR du 7 mars 1984

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme Tempe (née N'Koue) administratrice des biens et tutrice des orphelins du de cujus.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de Mme Tempe (née N'Koue) administratrice des biens et tutrice des orphelins du de cujus.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Admissions définitives

Arrêté n° 35/MEN-RS du 24/12/84 — Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels, session des 19 et 20 octobre 1983, les candidates et candidats dont les noms suivent :

C.A.P. — EXAMEN

Option : Enseignement Primaire

Alirou Traoré Sogaba 008533-P Lycée de Bassar

C.A.P. — CONCOURS

A- Option : Enseignement Primaire

Assimadi		Afandinawo	015021-F	EPP Koni	T ô n e
Badjala		Badjassime	029227-M	EPP Namongou	"
Kolani	F.	Kiganisso	010035-D	EPP Djapak	"
Awoutey	Kokouda	Aziambou	011439-H	EPP Expérimentale	O t i
Nassoma		Saramabès	008123-V	" "	"
Dagsa	Dytoma	M'Balogou	021400-J	EPP Aminadè	Doufelgou
Edoh-Adzalé		Komla	018460-N	EPP Défalé	"
Mahinou		Komlan	008344-J	EPP Kirgah	"
Souho	Apate	Patawinime	021350-Y	EPP Yaka/A	"
Boba	Balouki	Kossivi	013366-Q	EPP Centrale Pya	Kozah-Nord
Dalakena		Djadja	015539-V	EPP Tchitchao	"
Ragouena	Wénkourama	Bahoglati	019312-J	EPP Kadja	"
Agba		Massamesso	008263-R	EPP Lassa/B	Kozah-Sud
Amaou	Ayennam	Essodna	007769-T	EPP Camp Landja	"
Anate		Manayém	005642-U	EPP Kara-Dongayo	"
Atchou	Enyonam Sédé	Epse. Iyoh	019261-P	EPP Chaminade	"
Nabiliwa		Donso	027729-B	EPP Bounoh	"
Padabadi		Essowissi	021236-W	"	"
Tchakpala	Kaô	Tikou	003602-U	EPP Kara Téloudè	"
Davi	Kwami	Outoudo	021582-G	EPP Kagbanda/A	Bassar
Gnandi		Kossi	010822-Q	EPP Nawaré	"
Makou	Pondikpa	Gnon	013095-H	EPP Nandouta	"
Agboton	Abiyina	Atsugan	000427-M	EPP Kpangalam	Tchaou-Nord
Ankou		Kodjo	008067-D	EPP Kédji-Kandjo	"
Lowa		Téi	006694-Q	EPP Koumoniadé	"
Bayor	Daza	Kafalanga	027573-F	"	Tchaou-Sud
Koumade		Essodénam	009646-Q	"	"
Agrignan		Nassam	012492-E	EPP Watuwa	Tchamba
Barandao		Sènda	011722-L	EPP Balanka	"
Bosso	Gabah	Anku Ezoba	013168-J	EPP Kominidé	"
Aleka		Prénam	008283-D	"	Sotouboua-N.
Bokobosso	Sèmou	Absa-Esso	008266-L	EPP Adjengré-K.	"
Dandakou	Kaogoulou	Magouhany	018348-E	EPP Tembio	"
Kodjo		Amédodji	002889-B	EPP Sotou. Marché	"
Adjoli	Mèba	Kandja	003096-A	EPP Blitta-Camp.	Sotouboua-S.
Klu	Komi	Agbenyegan	022946-U	EPP Yégué	"
Yao Atabuatsi	Kwami	Adzinyo	003139-M	EPP Gbécom	Ogou-Nord
Letou		Adonkor	011408-S	EPP Lom-Nava	Ogou-Sud
Amego	Agbléto	Ankouvi	008894-Y	EPP Egbedjrovi	"
Kadalile	Adjoa	Tchamdalou		"	"
		(Epse Karimu)	010661-X	EPP Midoudou	"
Koulekey	Wolanyo	Koffi	009271-R	EPP Illama	"
Tetevi	Lassey Guidi	Makpézan	011481-B	EPP Gbébey-Copé	"
Adoukonou	Djagou	Nibouémisou	009247-R	EPP Badou/B	W a w a
Agbémaplé	Komlan	Méduwodji	009216-A	EPP Atikpa	"
Alouka	Méfé	Amédimélé	010699-M	EPP Wobé	"
Ayih		Ayikoué	018476-W	EPP Oku	"
Dando		Koffi	017393-T	EPP Ayagba	"

Egbigbli	Yao Apétovi	Dinakpoè	021283-M	EPP Badou/A	"
Gavlo	Komi Dovi	Enyonam	011836-N	EPP Gbadi-Plateau	"
Odzoukpa	Komivi	Edoh	014009-T	EPP Badou Dzindzi	"
Balle		Essodjolo	013920-A	EPP D'Enagbédjé	Amou
Dogbé	Kodjovi	Husunu	013807-R	EPP Goudévé-Lom-Nava	"
Nakua	Kokou	Mawuko	009262-Q	EPP Assogbé	Kloto-Nord
Adiku	Kwassi	Mawuna	006830-Y	EPP Agrippakopé	Kloto-Centre
Adjeyi		Yawovi	015492-E	EPP Gbalavé	"
Ahavi	Awovi	Seemanu	013995-D	EPP Kpalimé-Zongo/A	"
Dake		Séna	029822-Y	EPP Kpalimé-Zongo	"
Dogbévi	Anku	Elesesi	01594-L	EPP Atchavé	"
Dzotsi	Atsu	Koku	113015-R	EPP Tomé	"
Epou	Komlan	Mawussi	015570-C	EPP Blifu	"
Baba	Kodzo	Koffi-Kouma	008292-E	EPP Zolo	Avé (Kévé)
Esse		Akua	028928-S	EPP Yoto	"
Hor-Afemenusui	Yawovi	Delanyo	010702-Q	EPP Kévé	"
Treku	Kossi	Azamati	010367-Z	EPP Agnron	"
Adjima		Kossi	021262-U	EPP Adimé/A	Hah o
Amegnikpo	Koffi	Milagan	015133-P	EPP Adjakpahoc	"
Atikpo	Mawuli	Kokou Lovi	010404-E	EPP Tado	"
Djobo		Langobou	010581-F	EPP Todomé	"
Folly	Solomey	Bizonor	010611-D	EPP Adanléhoui	"
Gadesse		Yawo	015581-X	EPP Baga-Copé	"
Agnakou		Kouakouvi	008570-U	EPP Djaqlé	Zio-Tsévié
Aladé	Eklou Yao	Balo	016431-H		"
Camno		Kokou	018886-Q	EPP Wli-Centre	"
Eklou Koffi	Mensah	Nevevdé	021476-W	EPP Gamé-Séva	"
Sedzro	Y. M.	Mawuli	026162-U	EPP Tsivé	"
Tossou		Kodjo	008439-H	EPP Gbama-Hlan	"
Adokou	Koffi	Gaglo	012971-V	EPP Ahépé-Akposso	Yoto
Basses	Kwami	Gnatinlaki	007759-R		"
Edorh		Sossavi	013227-P	EPP Tchékpo-Dédé	"
Houngo		Koffi	027860-W		"
Tobossou	M.	Kossouhoué	003604-N	EPP Tchékpo N° 3	"
Folly		Adadé	019156-N	EPP Yohonou	VO
Sotia		Binawé	010851-D	EPP Vo	"
de Souza	Komla	Tomékpé	025361-T		Lacs-Est
Ayéboa		Adama	018424-J	EPP Ganavé	Lacs-Ouest
Dagbovi		Komlan	027720-A	EPP Bè-Dénouvimé	Lomé-Aéroport
Segbaya	Akossiwa	Massan Dzifa	006932-W	EPP Wuiti Nukafu	"
Aquereburu		Mana	003588-E	EPP Bè-Gare/C	Lomé-Lagune
Tsedze	Komi	Mensah	018881-T	EPP Bè-Aklassou	"
Ayébé		Kossi	015024-A	EPP Adakpamé	Lomé-Port
Misseboukpo	Edoh Koffi	Attiglin	014280-A	EPP Bè-Pa de Souza	"
da Silveira		Kpotivi	013223-Z	EPP Bè Pa de Souza	"
Allaglo	Kossi	Xonko	015007-R	EPP Sanguéra	Golfe-Ouest
Aziabile	Adangbédji	Amégnona	007739-V	EPP Légbassito	"
Edorh		Hovo	016065-B	EPP Akatoviépé	"
Gapé	Kwasi	Wolali	012945-B	EPP Ségbé	"
Guidiga	Yawo	Kalefe	015058-L	EPP Sagbado	"
Sodegadji		Comlan	018441-B	EPP Togblékopé	"
Hanvi	Ekoué	Miléhomé	013440-A		"
Dossouvi	Adjoavi	Sika	007714-L	EPP Marina/B	Lomé-Stade
Ekoué	Sitouvi	Adadé	016327-R	EPP Marina/A	"
Seddoh	Cofa	Fafavi			"
		Epse Agbodjan	001164-E	EPP Nyékonakpoè/B	"
Sitti	Messan	Madjé	011608-J	EPP Marina/A	"
Adadevoh	Amavi Ina	Epse Anthony	008225-T	EPP Dadzie/E	Lomé-Univers.
Agbehonou	Ahoéfa	Epse Yovo	008879-Z	EPP Tokoin-Cité	"
Agbenoko	Amélé	Epse Kpeglo	005644-N	EPP Hunkpati/C	"
Agbodjan-Prince	Agnélévi	Dodji			"
		Délali	018942-G	EPP Doumassesse/B	"
Bamezon	Kokou Silété	Tsitsia	006447-H	EPP Dadzie/A	"
d'Almeida	Anani	Vioito	010332-E	EPP Dodomé	"
Djamessi	Yao	Agbelenugor	013224-A	EPP Camp RIT	"
Ehe		Dega	018684-E	EPP Hunkpati/A	"
Kao		Yao	015061-P	EPP Camp RIT	"
Lemwayi	K.	Mathbarigah	015078-G	EPP Adjomayi	"
Logosu-Téko		Foli	018553-K	EPP Wuti Enyonam	"
Mme	Ahouandjinou	Ablavi			"
	Mawuto	Epse Atake	006609-B	EPP Champ de Courses	Lomé-Gare
Bakolmde	D.	Béty	015715-M	EPP Bohn	"
Bannerman	Adakou	née Mensah	005823-H	EPP Marius-Moutet	"

C. A. P. - CONCOURS

B/- Option : Jardin d'Enfants

Attivor	Massan	Seyenya	002028-E	J.E Wuiti	Jardin d'Enfants
Kougblenou	Dzadze Ayaovi	Epse Doh Ayoko Edem	004160-S	Croix Rouge Kpéhénou	"

C. A. P. - C.F.E.N. - E.N.I.

Djessiwinne		Ouéniwowa	021457-K	EPP Kombonloaga	T o n e
Gueboamame		Koumah	013564-N	EPP Bougou	"
Klu Koffi	Eniédi	Bizembia	014941-P	EPP Korbongou	"
Kpanime		Pakidame		EPP Kourjoak	"
Baguissagou		Dayenjougoun	024626-U	EPP Tchanaga	O t i
Dokloh	Yao	Agbessi	032727-H	EPP Centrale Mango	"
Pekpenam		Pékpéssam		EPP Namoni	"
Djaa Bagnahan	Bacélansa	Kossi		EPP Adjoité	Kandé
Sonta		Wassinkoua		EPP Nadoba	"
Adjome		Abalo		EPP Kadjalla	Doufelgou
Batakpale	Banam	Bilina	024701-X	EPP Koka/A	"
Boateng	Kodzo	Edzélino		EPP Kpalowa	"
Akako	Didjéra	Dibora	011802-C	EPP Solla	Binah
Douti		Liyabine		EPP Kémérida	"
Konka		Kanlole		EPP Kétao Gendarm.	"
Kpedenou		Kodjo	014985-B	EPP Kétao Toki	"
Wela		Lassindala		EPP Pagouda-Cent.	"
Dogbor	Komlan	Agbezoudor		EPP Pya Akéi	Kozah-Nord
Talsoune		Léne		EPP Pya Pitta	"
You	Koffi	Nkloumne		EPP Pya Pitta	"
Agbenda		Tchaa	009998-Y	EPP Kara-Téloudé	Kozah-Sud
Djarba	Kodjo	Midakéna	014913-B	EPP Kara-Téloudé	"
Dove Yawa	Epse	Djatoubai	025551-H	EPP Kara-Sud/B	"
Kazim	Ani	Massouma	032750-Y	EPP Kara Dongayo	"
Kogoe	Podô	Patakapawi	022422-G	EPP Abouda	"
Passigue	Ayékinam	Epse Ali	027643-M	EPP Kara-Sud/A	"
D a o		Eyazang	022217-T	EPP Centrale/A	Bafilo
Dantsomo	Atsu	Koku	024829-P	EPP Agoudadè/A	"
Tchendo	Tagba	Ezabelly		EPP Kpéwa	"
Ahossou	K.	Koukpalédou		EPP Bapuré	Bassar
Balouki		Tchaa	024716-W	EPP Afohou	"
Guidi		Koffi	012946-L	EPP Lidjo-Blitaa	"
Monsila		Yalédine		EPP Kabou-Sara	"
Noliwa		Tchalikpassi	011058-C	EPP Centrale Bassar	"
Panizi		Mondjonnèwè	017880-A	EPP Bangéli	"
Songo	K.	Komlangan	012946-L	EPP Centrale/A	"
Tsitse		Komlan	010794-C	EPP Cent. Guérin-Kou./A	"
Abotsi		Awokpè		EPP Kpangalam	Tchaoudjo-Nord
Essoazina	Bédélé	née Koura	024034-L	EPP Kpondjodjo	"
Kpaba		Yao	026033-T	EPP Kpangalam	"
Bewi	P.	Esso-Manam		EPP Didauré/B	Tchaoudjo-Sud
Boukari	Bassirou	Lakaza		EPP Komah/1	"
Palakasse		Pombo	007973-X	EPP Tchawanda/B	"
Adih	Tchaa	Malekiyem	016267-M	EPP Aouda	Sotouboua-Nord
Bedjetina		Patoum-Batou	017357-X	EPP Sotou.-Sondé	"
Derema	Dayénd'èna	Mandaga	025264-J	EPP Babadè	"
Doumalo	Egblomassé	Komlanvi		EPP Tchaidè	"
Mawouena	A. I.	Kossi	018935-Z		"
Abougna	Yao	Mani		EPP Langabou	Sotouboua-Sud
d'Almeida		Messah		EPP Blitta-Camp	"
Aoussi		Hidé	013119-H	EPP Agbandi-Ma.	"
Tchagnao	Bidjâwé	Essowè	010944-A	EPP Blitta/B	"
Tene Kossi	Tonda	Matantan	024652-N	EPP Elavagnon-Cité	Ogou-Nord
Tetowala	Akoulelou	Mondomdè	026075-V	EPP Anié-Boulali	"
Amouzou	Komi	Délali	028677-X	EPP Application	Ougou-Sud
Bataba	Essodina	Bodjololé	016083-D	EPP Application	"
Bousoumdie		Akpéné		EPP Adanka	"
Fatondji		Yavèdo	013021-P	EPP Agbo-Fon	"
Kodjo		Messanh	017661-F	EPP Application	"

Koffi		Itaré	021232-J	EPP Datcha-Centrale	
Kossibouko	Kwassi	Mawuna	014901-F	EPP Gléi-Gare	"
Akpla		Tchéché		EPP Datcha/C	"
Akposso	Komi	Agbodjalou	011428-N	EPP Dzon-Kotora	W a w a
Diata	Komla	Elemawussi		EPP Kessibo-Wawa	"
Essilivi	Kwadzo	Kouma	013229-X	EPP Klabe-Efukpa	"
Lamboni	Tchablintété	Arsouma	019390-Q	EPP Anonoè	"
Namoini	Sambièni	Nième		EPP Mangoassi	"
Djasse		Waguéna	017429-X	EPP Témédja	A m o u
Nyowatchon		Apéléte	011366-Y	EPP Hihéatro	"
Tchona		Ognankotan		EPP Amlamé	"
Bagnan	Bakonackê	Komi		EPP Danyi-Kpéto	Kloto-Nord
Mokly	Aléwonao	Shibiry	021466-L	EPP Adéta	"
Fomedi		Kokou	018566-Y	EPP Kpalimé-Cent.	Kloto-Centre
Dzoghessi		Kwakoutsé	011490-C	EPP Kpodzahon	Kloto-Sud
Aholi	Yawovi	Afezuku	015561-B	EPP Agbtimé-Batoumé	Avé (Kévé)
N'Danikou		Koumondji		EPP Assahoun	"
Takounadi		Essolakina		EPP Zolo	"
Amegan		Afoua		EPP Kpota	H a h o
Fiatuwo	Xodonu	Yawovi		EPP Kpélé	"
Tchandikou	Akouavi	Epse Toyisson		EPP Coopérative	"
Amegble		Yao	011887-R	EPP Kpogamé	Zio-Tsévié
Seidou	Abléwa Mafio	née Gomassi		EPP Daviémondji	"
Agbo		Kangni	018342-G	EPP Essè-Godjin	Y o t o
Koungnan		Komi		EPP Tabligbo	"
Bina	Kao	Batanada	022312-J	EPP Hahotoé	V o
Dekua	Koffi	Amétowoyona	023856-A	EPP Sévagan	"
Holognon	Yawo	Agbanor	021503-Z	EPP Vo-Kponou	"
Agbavo	Komi	Doh	013472-S	EPP Agomé-Séva	Lacs-Est
Tene		Zinogo		EPP Sakpové	"
Amegbeto	Komlan	Mensah	024839-Z	EPP Kpotémé	Lacs-Ouest
Baba	Tcha-Coura	Bona N'Gana		EPP Zogbégan	"
Barandao		Doga	022633-K	EPP Zowla	"
Addi	Amana	Padanam	020602-L	EPP Gendarmerie	Lomé-Lagune
Afola	Afua	Boutoudie		EPP Camp RIT	Lomé-Universi.

C. A. P. - C. F. E. N. - ENI/JE

Gnambi		Méba		J.E Bassar	Bassar
Agbangba	Amamatou	Epse Boukari	030715-M	EPP Tchawanda	Tchoudjo-Sud
Akakpo		Omalayè	032692-N	EPP Kouloundè	"
Sababi	Tandja	Safi		EPP Centrale Sokodé	"
Attama		Kossoua		EPP Sotouboua	Sotouboua-Nord
Ketoh	Afiwa Dovi	Epse Hillah	030782-Y	EPP Bliitta/A	Sotouboua-Sud
Dangbe	Yawa	Mawuli		EPP J.E. Amlamé	A m o u
Wussinou	Massah	Kossiwa		EPP J.E. Amou-Oblo	"
Edoh	Yawa	Mawussé	032732-W	EPP J.E. Kplélé-Elé	Kloto-Nord
Tsetse	Afi	Mawussé		EPP J.E. Adéta	"
Akue		Kalevi	030723-D	EPP J.E. Atakpamékon.	Kloto-Centre
Assogba	Modukpè	Gnon		EPP Kuma-Apoti	"
Gafou-Isso		Lamy		EPP Kouma-Adamé	"
Kinin		Koumédjina		EPP Kpalimé Gare	"
Vondoli		Afi		EPP Hanyigba-Duga	"
d'Almeida	Akpédjé	Kokoè		EPP J.E. Kévé	Avé (Kévé)
Dokpe	Akokoe	Afi	030758-Y	EPP Kpédomé	Haho
Neglo	Afi	Kafui		EPP J.E. Mission-To.	Zio (Tsévié)
Wletsou	Améyo	Dziedzom		EPP J.E. Tabligbo-Zé.	Yoto
Aziaffon	Yakouma	Delali			"
		Epse Guenoukpati	032708-W	J.E. Vogan-Ville	V o
Akondoh	Wébi	Epse Labitoko		J.E. Nyékona-Bodjolé	J/D'enfts L
Kambia		Manguiliouwé		JE Bè Pa de Souza/B	"
Kolani	Damitoti	Epse Alfa		JE Tokoin-Wuiti	"
Mayo		Akuavi		J.E. Tokoin-Solidarité	"
Tchitou		Tchéfiatou		J.E. Gbégnédji	"

C.E.A.P. — EXAMEN

Option : Enseignement Primaire

Akim		Boukoumé	029181-F	EPP Nayéga	Tone
Apeti	A	Assogba	022649-T	EPP Timbou	"
Djoire		Mitotépe	016217-T	EPP Sanfatouti	"
Feldja		Tarendja	027668-W	EPP Namongou	"
Gado		Essohanam	031080-A	EPP Tandjoaré	"
Gnandi		Kondi	029558-Y	EPP Korbongou	"
Hatta	Kossi M'Ba	Bawuyama	024810-C	EPP Sibortoti	"
Hoyingbeti	Kpiki	Sam	024783-H	EPP Kombonloaga	"
Katanga		Kéguéwé	021377-T	EPP Korbongou	"
Kondi		Tchabana	029807-Z	EPP Yenyanc	"
Koukperé		Timémifé	029266-L	EPP Naki-Ouest	"
Lare		Bome	029112-A	EPP Borgou	"
Logossa	Afanou	Zénam	027849-B	EPP Pligou/I	"
Nana		Nago	027779-V	EPP Nayéga	"
Segbedji		Assou	029638-Q	EPP Centrale Dapaong	"
Soblagbo	Ekoué	Afanou	031387-M	EPP Tami	"
Songoh		Egniakpo	027681-B	EPP Nano	"
Abalo		Adjémèhèza	029219-V	EPP Kpébonga	Oti
Akué	Abosse Koulé	Adovi	029223-H	EPP Expérimentale	"
Ali		Pariba	031027-M	EPP Djabou	"
Barandao		Tambéta	031366-Q	EPP Cent. de Mango	"
Dogo	Yow	Essossiname	027864-A	EPP Sadori	"
Edonoki	Akiyodi	Méyébinèwè	027631-R	EPP Eyadéma	"
Etse		Yawovi	028798-Q	EPP Barkoissi/B	"
Kadoumta	Mafeyigbata	Koudéma	031320-A	EPP Cent./C Mango	"
Kolou	Adélou	Atoh	029033-T	EPP Gando	"
Konsana	Bakou	Badjibassa	027772-N	EPP Bendenou	"
Koumai	Traore	Dicko	031322-U	EPP Fare	"
Kpotor		Komla	031324-N	EPP Cent./B Mango	"
Matty		Komi	022936-J	"	"
Nayembre		Lari	029045-X	"	"
Ouro-Kavala		Tcha-Molla	027783-H	EPP Barkoissi/B	"
Peliman	Aham	Ayola	029236-N	EPP Bendenou	"
Sama		Tchalao	031171-M	"	"
Sotome		Koffi	018351-H	EPP Kpébonga	"
Sowou	Komla	Mawuéna	031331-V	EPP Barkoissi	"
Zomayi	Komi	Téné	031353-B	EPP Sangbana	"
Abiassi	Efoégan	Yao	031099-M	EPP Nyandé	Kéran
Agbotsu	Yawo	Dodji	031110-G	EPP Kokou-Tamberma	"
Alou		Kodjo	031116-E	"	"
Duto		Kossi	031133-X	EPP Amima	"
Kaina	Kadanga	Kokou	031140-E	EPP Ataloté	"
Tchassama		Essotina	029175-H	EPP Kounté-Namouté	"
Yelendo		Akossi	029682-C	EPP Ataloté	"
Agba		Adjéki	031063-R	EPP Baga	Doufelgou
Awokou		Dodji	031072-J	"	"
Dayo		Komi	029676-E	EPP Tanfelakéni	"
Kegbao	Karmè	Massilé	029708-W	EPP Kpalowa	"
Konou	Komla	Séglah	027771-D	EPP Koka/A	"
Sebra		M'Feliguina	022960-J	EPP Kpalowa	"
Abalo		Afeiyèdou	029212-N	EPP Sondé	Binah
Amidou		Saifou	029843-V	EPP Cent. Pagouda	"
Atigan	Kossi	Aba'si	028917-F	EPP Téroda	"
Tchabana		Tchagara	031179-D	EPP Yomdè	"
Tekpessi		Bamazi	031442-U	EPP Koudjia	"
Awissoba		Abalo	029185-K	EPP Karè	Kozah-Nord
Katako	Sankando	Essotinam	028936-J	EPP Pya-Lao-Kagn.	"
Logossou		Sogbalé	029194-L	EPP Tcharé	"
Tchagodomou		Samarou	031296-A	EPP Kagnindé	"
Tevon	Kossi	Mawulawoé	031299-D	EPP Sara	"
Ataky		Abalo	027825-B	EPP Agbalossi	Kozah-Sud
Bamazi	Kpatcha	Pessetokim	024902-Y	EPP Bèbèda/A	"
Djobo		Ouro-Bitassi	027694-Q	EPP Wélou	"
Herikoum	Atako	Wédéabalo	031082-U	EPP Lama-Kpédah-Haut	"
Metcheri		Fèzirèwè	027640-J	EPP Siouda	"
Panassim-Paya		Tchao	029198-Y	EPP Gnagbadè	"
Akpo		Ditchédama	027657-B	EPP N'Kassaidè/A	Assoli

Kibalo		Mazgnada	024939-D	EPP Dacko	"
Kotoe	Ata	Elemawussi	022224-A	EPP Alédjo-Kadara	"
Mawoussi		Kokou	031156-N	EPP N'Kassaïdè/A	"
Minga	Manoukoua	Ansme	031238-Y	EPP Agaradè	"
N'Dadia		Paro	029662-Q	EPP Agaradè	"
Pakouyowou		Yéléyo	031291-M	EPP Wawandè	"
Adika		Mensah	027714-C	EPP Bikanbombé	Bassar
Dake	Kuma	Agbessinyalé	016164-E	EPP Nangbani	"
Gnambi	Kondi	Kpanté	031052-W	EPP Kagbanda/B	"
Kondo-Ani		Esso	027834-C	EPP Katchamba	"
Koudoyor	Folli	Wolom	028768-J	EPP Kébedipou	"
Nantounc		Djilima	019459-M	EPP Nangbani	"
Napo		Nissao	026161-K	EPP Kidjaboun	"
Ouadja		M'Ghanbé	021758-Y	EPP Kagbanda/A	"
Tchalim		Essomulam	024691-M	EPP Nampoach	"
Tsikplonou	Yawovi	Gaméli	029724-E	EPP Nangbani	"
Kodjo		Kouami	027798-G	EPP Kossobio/B	Tchaoudjo-Nord
Nabine		Adja	029044-N	EPP Kpangalam	"
Tchabalandja		Yara	031251-D	EPP Agoulou	"
Alegbeh		Bassih-Tchaniley	027565-P	EPP Didauré	Tchaoudjo-Sud
Djaka		Makpon	031429-P	EPP Yara-Kabiè	"
Djoua	Kossi	Tché	108536-S	EPP Kououndè	"
Dobou	Kodzo	Mawudo	031314-C	EPP Camp	"
Tchalla E.	Akossiwa	Epse. Kpessilo	013393-K	EPP Komah 3/A	"
Dandaba	Anoga Tékpahoma	Kpékouma	027838-Q	EPP Larini	Tchamba
Eguededzi	Ikpètè	Tiniya	031316-W	EPP Limamwa/A	"
Gadegbe	Houessou	Egbégnon	029028-E	EPP Watuwa	"
K a o		Posobindou	031143-H	EPP Balanka	"
Koriko		Koura	027591-H	EPP Kri-kri	"
Lili		Messan	029711-Z	EPP Tchamba/B	"
Se-Allaphia		Mouhayi	027465-B	EPP Tchamba/C	"
Tchawoussi	Tchakiffédy	Attondo-Biallo	028988-W	EPP Koussountou/A	"
Amonzou	Komlan	Agbétokomiafan	031030-Q	EPP Aouda/D	Sotouboua-Nord
Batchassi	Etao	Sétikpa	024663-H	EPP Sotouboua	"
Bowi	Bo'mda	Boda	025490-U	EPP Sotouboua/B	"
Gnamgname		Tawnôh	029847-H	EPP Adjengré Hawieyo	"
Kpatsa		Agbéko	031415-Z	EPP Sotouboua/A	"
Mananga		Kpantchabié	022970-U	EPP Kpendjeria	"
Sedikou		Dodja	026220-E	EPP Babadè	"
Addeh		Yao	031191-H	EPP Babamé	Sotouboua-Sud
Agbetonyo	Kómi	Papavi	031662-G	EPP Blitta-Camp	"
Amewo	Dziewonou	Mégbévo	029148-E	EPP M'Poti	"
Pitekelabou		Essolabna	031424-S		"
Wletou	Komlan	Efuabuè	027649-K	EPP Alélé	"
Yovo	Kétowotsa	Kokouvi	029797-P	EPP Lalamila	"
Essotina	Adjoua	Epse. Mama	026295-H	EPP Agbonou-Kpotamé	Ogou-Sud
Sadji	Kossi	Mawuena	029590-Q	EPP Ountivou	"
Guely	Kodjo	Inyezaabuè	027803-V		Wawa
Kidema		Afasso	021406-Q		"
Nabine		Ikpindi	031433-T	EPP Agbo-Kofé	"
Tomety	Mezangbé	Ségla	029060-W	EPP Mangoassi	"
Amouzou		Yawo	027993-B	EPP Amlamé II	Amou
Azonvide		Yaovi	031339-M	EPP Nyilé	"
Danka	Bakouma	Korgah	029772-E	EPP Ogbatanawlou	"
Kamazina		Abalo	031142-Y	EPP Yadé	"
Tchossa	Meyebinaesso		025383-H	EPP Nyilé	"
Alayi	Amonzou	Bogonnaou	026174-Y	EPP Kpélé-Badje	Kloto-Nord
Alokpa	Atiezo	Lolonyo	030931-M	EPP Danyi-Apéyéme	"
Ametsife	Koffi Folli	Mawusi	023061-F	EPP Kpélé-Elé/A	"
Konou	Yawa	Dofoé	022674-C	EPP Goudevé	"
Tekpo	Komla	Selom	029269-P	EPP Danyi Kpéto	"
Gandi	Aboko	Talabidi	029542-Q	EPP Nyivé	Kloto-Centre
Hovi	Afua	N'Mancé	010816-J	EPP Agome Kpodzi/A	"
Kengbo	Kokuvi	Kodzetin	031038-G	EPP Kuma-Apoti	"
Nayao	Komlan	Koffi	022699-M	Lycée Kpalimé	"
Papapi	Koku	Dzifa	027840-A	EPP Klo-Mayondi	"
Tsekpua	Yao	Biga	025572-E	EPP Agomé Tsihi	"
Agbolo	Mawuvi Komlan	Agbénonzan	031262-Y	EPP Agu-Gadzefe/B	Kloto-Sud
Hodjame	Snyo	Dzifa	031036-N	EPP Agu-Avedze	"
Akoubia	Koffi	Elom	027624-E	EPP Badja	Ave (Keve)
Amegadze	Mensa	Kokou	023068-N	EPP Atti-Ando-Apédokoé	"
Anoba		Yao	017255-Z	EPP Noépé	"

Gabla		Yaovi	029633-T	EPP Assahoun	"
Houezala	Voka	Sossou	017607-H	EPP Agotimé-Batoumé	"
Tikou		Gadjagayo	029253-F	EPP Adékpu	"
Adzoyi	Afi	Dzifa	017055-H	EPP Agbatitoè	Haho
Afalouvi		Koffi	031192-J	EPP Kpékplémé/A	"
Agbanadji	Mahoulé	Koffi	030956-N	EPP Baya-Copé	"
Aziandouvor	Koffi	Agbalègnon	030949-P		"
Ayena	Fédjigbé	Komi	031906-L	EPP Kpota	"
Binessi		Houngbedji	019817-T		"
Bole	Kossi	Idoh	029021-X	EPP Haito	"
Deglo		Koudaya	020546-U	EPP Kpékplémé/A	"
Etse	Yawo	Dolagbenu	016407-H	EPP Avassikpé	"
Tcha-Djobo		Issifou	031250-U	EPP Adjivou	"
Agbobli	Kossi	Dziéwoé	029090-U	EPP Dékpo	Zio (Tsévié)
Agbovi		Etrsi	030999-H	EPP Agomé	"
Byll	Quam	Lolo	031209-B	EPP Dalavé	"
Kpeglo	Kodjo	Djigbodi	024852-E	EPP Abobo-Kpoguédé	"
da Silveira	Edoe	Kossi	030937-K	EPP Adétikopé	"
Agbemashior		Kokou	031106-U	EPP Tabligbo	YOTO
Akalo	Misronunya	Koffi	014098-L	EPP Tchékpo	"
Ayassou		Yawo	029760-A	EPP Résidence	"
Buaka	Yao S.	Bléwussi	031273-K	EPP Kouvé-Gboli	"
Dadzie	Kossi	Améto	031409-T	EPP Kouvé-Badougbe	"
Djineyovo		Kokou	026181-F	EPP Tchékpo-Dédékpé	"
Tonou	Kossivi	Blewussi			"
		Mawukoényah	028991-Z	EPP Sikpé-Afidégnon	"
Tossa	Kossi	Atsé	028840-J	EPP Tchékpo Déd.	"
Adzah	Komlan	Agbéményah	029087-Z	EPP Vogan Sad.	VO
Afanwoubou	Koffi	Amouzou	031104-A	EPP Amoindji	"
Afeto	Komi	Agbesi	031305-B	EPP Atchandomé	"
Agbenohevi	Comlan	Messeko	027559-R	EPP Tchilimé	"
Akla	Akou	Missétogbé	020808-A	EPP Amoindji	"
Dakouni	Hoeyiho	Demagna	029100-E	EPP Hahotoé	"
Dogblé		Koffivi	024667-M	EPP Vo-Koutimé	"
Fantessi		Kokouvi	029523-D	EPP Klologo	"
Mensah	Yao	Azaglo	031157-X	EPP Togoville	"
Nyuiawu	Yawo	Améléwossi	031290-C	EPP Sévagan	"
Sylli	Fo-Sossa	Agbémégna	029465-T	EPP Sagada	"
Aguiar	Kokou	Sourou	029913-B	EPP Mélonkou	Lacs-Est
Akotia	Yawo	Dzinyefa	031067-V	EPP Gbandi	"
Amelewonou	Koffi	Djiwonou	029005-P	EPP Messan-Kondji	"
Edorh	Sémého	Mitronunya	018858-C	EPP Agokpamé	"
Folly	Yaovi	Agbéko Ékoé	021403-M	EPP Aklakou/B	"
Gbemassou		Viho	013433-T	EPP Afagnan	"
Tchakpide	Gaou	Traoré	029127-H	EPP Agbétiko/A	"
Abiassi	Tsotso	Dzifa	029798-Y	EPP Gbodjomé	Lacs-Ouest
Adon		Koffi	031259-V	EPP Melly-Domé	"
Agbefome	Komla	Agbénowossi	029141-X	EPP Djassémé	"
Agbevide		Mitsoagnigban	031356-E	EPP Houndjodéké	"
Edorh		Afantchao	028765-P	EPP Gninoumé	"
Koudognito	Labsèou	Bagnaani	024601-K	EPP Bè-Kpota Hédjé	Lomé-Aéroport
Toure		Garba	030948-E	EPP Félício de Souza	Lomé-Lagune
Adenka	Adediran	Akofa	029576-S	EPP Akodessewa	Lomé-Port
Amouzou		Dédé	024068-W	EPP Bè Pa de Souza	"
Attiogbe	Gamélé	Agbessi	031268-W	EPP Gbégnédji	"
N'Souagne		Komi	027642-C	EPP Dévégo	"
Zaglago	Abouya	Adjoa			"
		Epse Dossou	015529-C	EPP Poudrière	Lomé-Plage
Afola		Yao	025331-V	EPP Daliko	Golfe-Ouest
Aleki		Sim-Nabiyo	030013-P	EPP Akato-Viépe	"
Gbaguidi	Sékpon	Mévomé	027820-N	EPP Zongo	"
Lassey-Assiakole	Télé	Djinéfa	029780-W	EPP Camp Adido	"
Lassey	Ako	Mawulom	021263-Z	EPP Agbalépédogan	"
Siabi	Nyaletassi	Kokou	015522-C	EPP Akato-Viépe	"
Siakou		Kokou	029983	EPP Sogbossito	"
Adah	Amavi	(Epse Akouété)	030950-Y	EPP Camp Pel.	Lomé-Stade
Agboku	Séna	Ayawavi	019697-T	EPP Kodjoviakopé/D	"
Domeleve	Gameli	Dogbéda	027695-Z	EPP Marina/C	"
Douhadji		Messanvi	030978-C	EPP Kodjoviakopé/C	"
Tsikata	Kafui	Epse Assiobo-			"
		Tipoh	019316-W	EPP Nyékonakpoè/A	"
Goobyh	K. Anani	Dédényo	024049-K	EPP Hunkpati/A	Lomé-Université

Houegnifio	Komlanvi	Solagno	027246-G	EPP Camp RIT	"
Kpaye	Kagnaou	Toyi	029503-R	EPP Bè-Klikamé	"
Longa	Kokou	Bahubadi	031155-D	EPP Kitidjan	"
Malam	Moussa	Bounou Yakinou	021297-B	EPP Tame/B	
Derman		Wassirou	031664-S	EPP Gbonvié	Lomé-Gare.

C.E.A.P. — CONCOURS

Option : Enseignement Primaire

Abga	Zato	Bénéwindé	011818-L	EPP Warkambou	Tone
Douti		Djakper	021854-Y	EPP Kombonloaga	"
Nagbongou		Madjéni	031651-M	EPP Tamlotre	"
Tchassou	Akamagnoun	Kougnara	022408-J	EPP Loco	Oti
Able		Minvéitom	022577-T	EPP Campement	Binah
Gneyo	Aguèda	Midiwili	017583-H	EPP Yadé-Sodé	Kozah-Nord
Komossi Yaou	Balakimwé	Mambaféi	022146-C	EPP Bohou	"
Hopeh K.	Ekou-Oboué	Epse Kandari	017605-P	EPP Djamdé	Kozah-Sud
Koumai		Alibada	029979-D	EPP Barrière	Tchaoudjo-Nord
Leguessim	Balanadina	Epse Pariki	019360-J	EPP Kpondjodjo	"
Tchackey -	Bouraima	A. Hamidou	003244-N	IEPD	"
Kpati	Komlavi	Mensah	023929-K	EPP Yaocopé	"
Ouro-Aguia		Alidarou	022701-F	EPP Tchalo	"
Santa		Bakpila	005701-P	EPP Mélaboua	Sotouboua-Nord
Kezie		Mamayo	023090-U	EPP Tchifama	Sotouboua-Sud
Ayedje	Yao	Afounonémo	024661-P	EPP Agu-Klonu	Kloto-Sud
Apaloo	Têteh	Koffi	017261-X	EPP Noépé	A v é (kévé)
Aziatsi	Komla	Vinyo	025299-D	EPP Assahoun	"
Ehlan	Komi	Guidigobo	017493-F	EPP Agnron	"
Sabi	Kassan	Epse Bonni	005706-C	EPP Adime/A	Haho
Assiobo -	Tipoh Z.	Kossi	017276-W	EPP Djagblé	Zio-Tsévié
Komi	Kossi	Wolanyo	024033-B	EPP Zouvi	Yoto
Sezouhlon		Djossou	017924-W	EPP Madja	Vo
Davi	Dédé	Nyonufio	002083-M	EPP Follyga/A	Lacs-Ouest
Kougnigban		Kokou	002267-V	EPP Anfoin	"
Kpadenou	Adodo	Akossiwa	020845-P	EPP Agbodankopé	"
Koiwou		Kodjo	017675-V	EPP Gbégnédji	Lomé-Port
Wilson-Bahun	Akpédjé	Mensa	023995-M	EPP Kohé	Golfe-Ouest
Dussey	Comlanvie	Abla			
		(Epse Amuzugah)	004767-H	Limusco Nyékona.	Lomé-Stade
Koudougou	Pégélé	Epse Pasgo	021864-A	EPP Nyékonakpoé/A	"
Pasgo		Patékéda	022787-V	EPP Ephatha (S.T.O.)	"
Yéhouessi	Enyonam	Epse Moumouni	004271-Z	EPP Kodjoviakopé	
Zinsou Afi	Vignihoua	Epse Djadja	020806-Q	EPP Hunkpati	Lomé-Université
Koffi	Akuavi	Kelly	020778-C	EPP Bohn	Dt. Ens. 2 Degré

C. A. M.

Tchalenga		Gnoate	013868-W	EPP Tamatougou	Tone
Togbe		Ayawo	017990-Y	EPP Soumdina-haut	Kozah-Nord
Kpanake		Essodomnabou	018231-H	EPP Gniguéla	Assoli
Tassindja	Aoussi	Yao	025521-B	EPP Azodidè	"
Djobo	Bagnawé	Diga	027498-C	EPP Natchitikpi	Bassar
Kezire		Esso	022282-L	EPP Tankpayabour	"
Tarou		Magnime	017957-X	EPP Djabokou	"
Basso	Songhai	Talam'Bo	022723-R	EPP Paza	Tchaoudjo-Nord
Kota		Abiti	011907-D	EPP Didauré	Tchaoudjo-Sud
Guidi		Assolé-Fè	025535-Z	EPP Goubi	Tchamba
Amedji	Adjoa	Biamsé	025575-H	EPP Tchanié	Sotouboua-Sud
Ashiabor	Manavi	Epse Adjati	016527-H	EPP Midoudou	Ogou-Sud
Atassem		Kpalako	024864-A	EPP Gléi	"
Eklou	Adzoa	Epse Seglah	008090-U	EPP Midoudou	"
Ogbone	Afi	Epse Tonyedji	004723-M	EPP Lomé-Nava	"
Bala		Yawo	017342-Y	EPP Woévé	Kloto-Nord
Gbikpi		Dédé	017570-U	EPP Ahlon-Aw.	"
Lamboni		Pakindame	025997-X	EPP Kametonu	Kloto-Centre
Tsogbe	Komi	Gawoyife	022190-Y	I.E.P.D.	"

Couassi	Akpé A.	Tchalassi	006666-C	J.E. Kpota	Lacs-Ouest
Dovi		Kayi	022317-F	EPP Sanguéra	Golfe-Ouest
Dagbovie	Ayawovi	Anumu	016538-U	EPP Nyékonakpoè	Lomé-Stade
Makpadjo		B'Kanda	018860-W	EPP Adjomayi	Lomé-Université
Simala		Zélia	027300-E	EPP Dodomé	"
Tabeti		Adjoa	024086-Y	EPP Dadzie/E	"
Dowuku		Abra	025067-V	EPP Cébévito	Lomé-Gare
Motte	Akou	Mawuena	026113-D		"

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1984.

Arrêté n° 36/MÉN-RS du 24/12/84 — Sont déclarés définitivement admis aux examens et concours professionnels — session des 19 et 20 octobre 1983, les candidates et candidats dont les noms suivent :

C.A.P. — CONCOURS

Enseignement Catholique

Dissoba	D.	Maérné	601199-Z	EPC Baga/A	Doufelgou
Koumayena	M'Bawéni	Maristina	601022-Y	EPC Lama-Feing	Kozah-Sud
Sedou	Koffi	Amonni	600943-R	EPC Cathédrale	Ogou-Sud
Agbokou	Kodjo	Dawlikama	600527-Z	EPC d'Okpahoué	Amou
Nayovi	Atchou	Awlika	600503-Z	EPC d'Agadji	Amou
Adri	Yawo	Agbodja	600369-B	EPC Kpal.St Esprit/B	Kloto-Centre
Amuaku	Koku	Sénanu	600733-P	EPC Kpal. Tsihinu	Kloto-Centre
Wukanya		Kwamivi	600442-L	E.C. de Kovié	Zio-Tsévié
Adanzoukin		Agossou	600156-E	E.C. Bè-Lagune	Lomé-Lagune
Ahossey	Kodzo	Atilé	600002-U	EC. NDA Amoutivé	Lomé-Lagune
Amouzougan	Folly	Ayébé	602008-J	EC. NDA — Bè	Lomé-Plage
Aboudou	Sumaïla	Sémévo	600901-P	EC. Nyékonakpoè	Lomé-Stade
Awougnon	Kokou	Messan	601168-J	EC. Nyékonakpoè	Lomé-Stade

C.E.A.P. — Examen

Kolani		Mangba	601687-R	E.C. Dapaong	Tone
Lare	Damintoti	Lakazo	601774-Q	E.C. de Twaga	"
Kpaguidja		Mimbouab	602158-Q	E.C. Dapaong	"
Douga	B.	Moutaba	601887-H	E.C. de Kolowaré	Binah
Akoussan	Dotsè	Elémawussi	601759-R	EPC Mis. Cathédra.	Tchaoudjo-Nord
Atiki	Somiabalou	Tamazi	601884-E	EPC NDA/B Sokodé	Tchaoudjo-Nord
Bakatra	M.	Guèmba	601885-P	EPC de la Cathédrale	Tchaoudjo-Nord
Talakaena	K.	Mihodama	602118-G	EPC de la Cathéd./B	Tchaoudjo-Nord
Kouma		Kuami	601559-Z	EPC d'Oga	Amou
Atsou	Koffi	Denyo	602262-G		Danyi-Kloto-Nord
Ayisson	Médad	Atsu	602181-F	NDE. Kpalimé	Kloto-Centre
Atui	Fanmonou	Mawudro	601852-N	EPC. Katomé	Haho
Nousseassi	Komi	Gaméli	602195-V	E.C. de Gbatopé	Zio-Tsévié
Tabalou		Yaovi	602064-A	E.C. Gbatopé	Zio-Tsévié
Agbenou		Komla	600762-C	EPC Gboto-Zévé	Yoto
Galley		Kokou	601899-D	EPC Ahépé-Notse	"
Appiah	K.	Amenyo	601958-Y	E.C. Vogan-Ville	Vo
Ganavu	K.	Agbessignalé	602022-G	EPC. Attitogon	Lacs-Est
Djidji	Yawo	Agbénoxévi	601810-L	CEG Mgr Strebler	Lomé-aéroport
Doh	Koffi	Agbéko	601797-F	E.C. Bè-Lagune	Lomé-Lagune
Sorzy	Koffi	Téfé	601895-Z	E.C. St Agustin	"
Assignon	Komi	Dzikonou	601547-V	EPC Kangnikopé	Lomé-Port
Awuku		Apélébé	602396-W	" "	" "
Houssounou	Vivi	Vivor	601506-C	EPC Dékadjeviakopé	" "
Tsikpe		Ayéwoubo	601540-N	" "	" "
Degboe	Kossi	Agbenyega	601462-Q	E.C. Christ-Roi/A	Lomé-Stade
Detse-Vouti	Kossi	Dzifa	602062-Q	E.C. Immac. Concept	" "
Sondza	Woto	Kossi	601904-S	E.C. " "	" "
Buame		Kuma	601796-W	EPC Tokoin-Rails	Lomé-Gare
Degbey	Ata	Koffi	601466-U	Dtion Ens. Cath. Lomé	
Noutsougan	M.	Komlan	602150-Y	Dtion Ens. Cath. Lomé	
Amevigbe	K.	Dégboé	602189-X	Lomé-Cathédrale	

C.E.A.P. — CONCOURS

Boukari		Barsan	601279-R	E.C. Tidonté	Tone
Djikpel		Kanati	601049-T	E.C. Bogou	"
Talbikpeti	Agnitouféi	Epse Anaté	601107-D	E.C. Dapaong	"
Yendoukoa		Oudani	601301-X	E.C. Dapaong	"
Dogboe	Ofa	Kossi	600975-H	EPC. Hanyigba-Todji	Kloto-Centre
Baragbo	Kodjo	Zogodo	601002-C	EPC Kouvé-Gboli	Yoto
Etse	Anipah	Kossi	601102-Q	EPC Sègblé	"
Aboyo	Komlan	Mawussi	601329-B	E.C. La Providence/B	Lomé-Stade
Komla	Essih	Kofi	601341-F	E.C. " A	" "
Mensah Dovi	Sépénya	Epse Gblokpo	600189-F	EC. Immac. Concept. A	" "
Houegnifioh	K.	Noumélio	601461-F	EPC Kokétimé	Lomé-Gare

C.A.M.

Douti	K.	Bambani	601277-X	E.C. Nadjundi	Tone
Patchidi	T.	Palakimwé	601736-S	EPC Baga/B	Doufelgou
Tassin		Pignandi	601677-F	EPC Lassa-Elimolé	Kozah-Sud
Guctaba	Bola	Baditaa	601737-B	EPC Bafilo	Assoli
Yao		Tata	601647-H	E.C. Tcharè-Baou	Sotouboua-Sud
Agbedigni		Kokou	602055-H	EPC de Datcha	Ogou-Sud
Badonte		Naka	600553-K	EPC Lom-Nava	" "
Dossou		Afatsao	601918-Q	EPC Gléi	" "
Kokou	Abra	Avémidé	601925-X		" "
Fahoube	Kossi	Atchou	602036-W	EPC Bibi	Wawa
Kpedzrokou		Komlan	600384-F	EPC Imoussa	
Dotse	Mawuéna	Koffi	601760-S	EPC. d'Atigba	Kloto-Nord
Modjinou	Mana	Enyonam	602065-K	EPC Avého-Dz.	" "
Lokou		Kossivi	602393-T	E.C. Atti-Atovou	Avé-Kévé
Gbevon	Koffi	Gbobonyadri	602173-P	EPC G/B	H a h o
Agbaglo	Koffi	Tomékpé	602200-J	E.C. de Kovié	Zio-Tsévié
Kossi	Komla	Atsuvi	601245-F	E.C. Gapé	" "
Kudzebo	Kokou	Elekpom	600068-W	E.C. NDA-Tsévié	" "
Apedoh	K. M.	Mawuli	602020-N	EPC Zafi	Y o t o
Blabou		Messan	600851-B	EPC Ahépé-Apédomé/A	"
Sewavi	K.	Noutowogbé	602207-Z	E.C. Mamissi	V o
Agbeka	Dzifanu	Koffi	602267-V	E.C. Afagnan-Gbléta	Lacs-Ouest
Touglo	Dédé	Epse Akue	600131-V	EPC Kanyicopé	Lomé-Port

Enseignement Evangélique

A/ — C.A.P. — CONCOURS

Agboyi	Akpé	Kodzo	600712-J	EPC Kessebo-Dzodzi	Wawa
Atchou	Abasakpogbolo	Zékpleyisu	600609-B	EPE Klabè-Efukpa	"
Mme Agbodzavu	Yawa S.	Biava	600656-S	EPE Kpalimé-Centre	Kloto-Centre
Siatitse		Komlan	600600-A	" " "	" "
Lawson	Nadou	Epse Folikoue	600879-H	EE Bè-Pa de Souza	Lomé-Plage

B/ — C.A.P. — CFEN — ENIJE

Amegbo	Abra	Ewoènam			
Epouse	Kpanougou	Baketo		EE Bè Pa de Souza	J. E.
Matty	Abra	Seleda		EE Mission Tové	"
Toublou	Adzovi	Dzigbodi			"
Yekple		Epse Semedo	602384-S	EE Aniko-Palako	"
		Kafui		EE Kpalimé Temple	"

C. E. A. P. — EXAMEN

Akpoti		Do	601635-D	EE de Pya	Kozah-Nord
Koffi	Koffi	Gbédova	602080-J		Kozah-Sud
Klutseh	Komla	Panah	601870-Q	EPC Agovou	Ogou-Sud
Awayi	Kokou	Donudenu	601745-T	EPE Dzindzi	Wawa
Monyo	Kofi	Edem	601366-Q	IEPD	Kloto-Sud
Kengbo	Kodzovi	K. Adodo	601053-F		Haho
Ekpeko	Koffi	Agbessi	601639-R	EE de Hahotoé	Vo
Kouwoadan	K.	Wovenou	601573-P	EE Vogan-Ayata	"
Agbetrobou		Kossi	602049-B	EE d'Attitogon	Lacs-Est
Adenyo	A. Kodzo	Sedofe	601534-Q	EPE Ablogamé N° 2	Lomé-Port
Sogba	Kossi	Tsédéké	601863-H	Ecole Ev. Cent. Lomé	Lomé-Plage

C. E. A. P. — CONCOURS

Badohoun	Abra	Mokpokpo			
		Epse Tamakloe	601398-G	E.E. Bassar	Bassar

Enseignement Evangélique (Suite)

C. A. M.

Hounsougan	Komlan	Dako	602346-C	EPE Bassar	Bassar
Koudjegbe	Koffi	Wolako	602311-R	EPE d'Azovou	Ogou-Sud
Agbemadi	Komi	Elom	602237-X	EPE Kpété-Bena	Wawa
Abotsi		Elom	602344-I	EPE Agomé-Tomégbé	Kloto-Centre
Awanyo	Koku	Dzréké	601208-S	EPE Tové A	" "
Segbename	K.	Dodzi	601978-L	EPE Agomé-Yoh	" "
Gbede	Kokouvi	Alowanou	602305-K	EPE Détokpo	Haho
Méssanou	Kwami	Vinyo	601966-Q	EE Vo-Tokpli	Vo
Ahiafo	Kokou	Mawuli	601088-S	EE Akoumapé	"
Adanu	Akuvi	Sefenya	602287-R	CE Bè-Dangbuipe	Lomé-Lagune
Biem	Abra	Mawunyo	602339-V	EPE Avépozo	Lomé-Port
Amego	Ankutse	Maglo	601929-B	EE Cent. Lomé	Lomé-Plage
Kpadonou	Amégninou	Komlanvi	602272-J	EE Bethel Légbassito	Golfe-Ouest
Kudzu	Ewoenam Yawa	Epse Agbemadi	601386-C	JE-EV. Tok.-Centre	Jardins d'Enf.
Dapam	Yawa	Mana	601215-H	EPE Hanoukopé	Lomé-Gare
Kengbo		Amétéfé	602338-L	EPE Tokoin-Centre	" "
Dza Abra	Mawuena	Epse Mothey	602034-C	Tokoin-Centre	" "

Enseignement Privé-Laïc

C. A. P. — CONCOURS

Akouete-Akue	Kpakpo	Hotor		EPL Akouété-Akué	Lomé-Stade
Efu	Kubame	Mawuena			Lomé-Plage
Toeppen		Kouassi		OTP Hahotoé	Vo

C. E. A. P. — EXAMEN

Atayi-Ayayi	Kessou	Gagnon		EPL Montaigne	Lomé-Stade
Ameh		Amétonou	EPL la Méthode	Lomé-Université	

C. E. A. P. — CONCOURS

Adomtchui		Agbétomégblon		EPL Akouété-Akué	Lomé-Stade
Bossoukpe		Kpodéhou		EPL Bonsafo N° 1	Lomé-Lagune

C. A. M.

Sena		Méssan		EPL la Méthode	Lomé-Université
Togome		Komla	EPL	Lomé-Port	

Le présent arrêté prend effet pour compter du 1^{er} janvier 1984.

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis, communications et annonces

Nécrologie

Le ministre du travail et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de :

MM. Toumboda Yao Bawelega, instituteur de 2^e classe 4^e échelon n° mle 015109-P, en service à l'école primaire publique centrale de Dapaong, survenu le 26 octobre 1984 au centre hospitalier universitaire de Tokoin à Lomé,

Kadagma Batassang, instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon n° mle 031540-N, en service au lycée d'Aklakou (préfecture des Lacs), survenu le 16 novembre 1984 à la suite d'un accident de circulation,

Tcha-Midi Indanikazone, instituteur de 2^e classe 2^e échelon n° mle 004411-M, en service à l'école primaire publique de Tchawanda (préf. de Tchaoudjo), survenu le 9 janvier 1985 au centre hospitalier régional de Sokodé,

Tchalou Bédinesso, surveillant des forêts et chasses 1^{re} catégorie hors échelle n° mle 005804-W, en service à la brigade forestière d'Ataloté (préf. de la Kéran), survenu le 12 février 1985,

Wadja Nikabou, cuisinier permanent de 8^e catégorie du personnel domestique n° mle 400064-S, en service au ministère de l'intérieur, survenu le 26 février 1985 à Sokodé,

Kankpe-Kombath Adamou Kambatib, instituteur principal 3^e échelon n° mle 001530-C, en service à la direction générale des affaires sociales à Lomé, survenu le 28 février 1985,

Kounta Komlan Mawuli, chauffeur permanent de 5^e catégorie hors échelle n° mle 000629-X, en service à la direction des forêts, des chasses et de l'environnement Lomé, survenu le 1^{er} mars 1985 au CHU de Lomé-Tokoin,

M. Kolani Lorika, planton permanent de 1^{re} catégorie hors échelle n° mle 002829-F, en service à la sous-préfecture de Tandjouaré (Dapaong), survenu le 12 mars 1985.

B.T.C.I.

BILAN AU 30 SEPTEMBRE 1984

Après inventaire

ACTIF	Millions de F. CFA
Caisse, Banque Centrale	10.263.139.833
Banques et correspondants bancaires	1.229.959.400
Autres institutions financières	118.503.225
Gouvernements et Institutions Internationales non financières	985.316.574
Autres agents économiques (Crédits)	11.361.899.237
. Portefeuille d'effets commerciaux	2.016.066.035
. Autres crédits à court terme	6.238.279.100
. Autres crédits (a)	3.107.554.102
Autres comptes	9.339.630.403
. Titres et participations	
. Immobilisations	4.016.029.504
. Autres	5.323.600.899
Résultats	446.562.407
. Pertes des exercices antérieurs	
. Résultats de l'exercice	446.562.407
Total	33.745.011.079

(a) : y compris crédits en souffrance.

PASSIF

Millions de F. CFA

Banque Centrale	
Banques et correspondants bancaires	445.410.106
Autres institutions financières	162.478.235
Gouvernements et Institutions Internationales non financières	6.552.308.585
Autres agents économiques (dépôts, bons de caisse, emprunts)	18.107.483.355
. Comptes disponibles par chèques ou virements 8.575.335.433	
. Dépôts à terme et bons de caisse jusqu'à 2 ans ... 6.187.610.095	
. Dépôts à terme et bons de caisse de plus de 2 ans à 10 ans	
. Comptes à régime spécial	2.777.489.022
. Emprunts obligatoires et autres emprunts	
. Autres sommes dues à la clientèle	567.048.805
Autres comptes	6.274.388.529
Fonds permanents et provisions	2.202.942.269
. Provisions ayant un caractère de réserves	
. Provisions pour pertes et charges	258.887.414
. Fonds de garantie et autres fonds affectés	
. Réserves	596.235.000
. Dotations et capital	1.500.000.000
. Report à nouveau	152.180.145
Résultats	
. Résultats de l'exercice	
. Bénéfices à distribuer	
Total.....	33.745.011.079

Hors Bilan

Crédits confirmés — Part non utilisée	
Engagements sous forme d'acceptations, d'avaux, de cautions ou d'autres garanties	5.675.592.905
Part des crédits bénéficiant de cautions, avals ou autres garanties	5.565.872.000

Avis de perte de titre foncier et de certificat d'inscription

Avis est donné au public de la perte du Certificat d'inscription n° 7408 R.T. appartenant à Mme. Michèle COCO, sage-femme, B.P. 864 Lomé.

(Pour deuxième insertion)

Avis est donné au public, de la perte de la copie du titre foncier n° 12.173 R.T. du 8 avril 1975 appartenant à M. Palanga Hadji Aboubakar, chauffeur-mécanicien demeurant à Lomé Tokoin Ouest.

(Pour deuxième insertion)